COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°8 (N°90) – 1,50 € **27 MAI 2002**

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Après le plébiscite de Chirac, dû au PS, au PCF, à la LCR, aux dirigeants syndicaux (CGT et FSU en tête), une première échéance: les élections législatives.

Tout faire pour battre Chirac et tout candidat des partis et organisations bourgeois

La garde rapprochée de Chirac ...

Dès le lendemain du plébiscite triomphal qu'a constitué pour lui le second tour de l'élection présidentielle, Chirac s'est appliqué à faire mentir les Hollande (PS) et Hue (PCF) qui prétendaient au soir du 5 mai, pour couvrir la forfaiture qu'avait été leur position pour le vote Chirac, l'un:

"Chirac est élu non sur un programme, mais sur un mandat simple : faire pleinement vivre la démocratie", (...) *"La droite aurait tort de s'arroger la confiance de notre pays et de revendiquer l'essentiel du pouvoir".*

et l'autre:

"Jacques Chirac ne peut se prévaloir d'un vote en faveur de sa personne ou de la politique qu'il se propose de conduire".

Le 6 mai, il nommait premier ministre Raffarin, qui a soutenu Chirac contre son chef de parti, Madelin. Choix révélateur.

Son parcours politique est susceptible de rallier aux candidats de l'UMP les couches les plus réactionnaires de l'électorat bourgeois, le monde réactionnaire des petits boutiquiers et des petits entrepreneurs dont une partie significative a voté Le Pen ou Mégret. Il fait office de bedeau ultra réactionnaire. C'est l'homme par lequel *« La France d'en bas »* peut enfin s'exprimer.

Il a dans un premier temps construit sa carrière politique dans le sillage de Monory, homme politique de la bourgeoisie de tradition « démocrate-chrétienne » et de Valéry Giscard d'Estaing. Raffarin s'affiche lui-même comme un catholique pratiquant, un homme dont la valeur essentielle est la famille, mais qui revendique aussi *« le sens du devoir, la glorification du travail, le dévouement à la nation »*. En 1994, il rallie Jacques Chirac. En 1995, au titre de ses bons et loyaux services envers Chirac dans sa compétition avec Balladur, il obtient dans le gouvernement Chirac-Juppé le ministère des PME (ministre des PME, du commerce et de l'artisanat). *Le Monde* du 8 mai 2002 précise *« C'est là que M. Raffarin se forge, sous l'œil de plus en plus intéresse du chef de l'État, cette image de « proximité » à partir de laquelle il ébauchera une méthode, la « nouvelle gouvernance ». Il défend les boulangers, s'en prend à la grande distribution, soigne la CGPME* [Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises dont de nombreux dirigeants ne cachent pas leur sympathie pour le FN -ndlr], *et délocalise périodiquement son ministère en province »*. Devenu par la suite vice président de Démocratie Libérale mais menant campagne pour Chirac dés le premier tour, il a permis à ce dernier de jeter un pont vers le ralliement de Madelin et de ses troupes à l'UMP.

En janvier 2002, Jean-Pierre Raffarin a publié un ouvrage intitulé *« Une nouvelle gouvernance »*. En ligne avec le MEDEF, il propose de *« limiter le nombre des lois »* et de *« confier aux régions un pouvoir réglementaire »*. A titre d'illustration, Raffarin suggère d'en finir avec l'Éducation nationale et de *« transformer les rectorats en établissements publics régionaux »* et de *« promouvoir l'autonomie de gestion des établissements »*. Jean-Pierre Raffarin se présente aussi comme un champion du « dialogue social ». A ce titre il est un chaud partisan des « référendums d'entreprise ». *(Suite page 2)*

Sommaire:

* EDITORIAL: TOUT FAIRE POUR BATTRE CHIRAC P.1
* SUPPLEMENT A CPS POUR LE SECOND TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE P.12
* LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT *CPS* P.14
* DROIT DE REPONSE AU JOURNAL "LE MONDE" P.15
* ARGENTINE: ACTUALITE BRULANTE DU COMBAT POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER P.16
* ITALIE: ENSEIGNEMENTS DU COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT BERLUSCONI P.22

Le Medef s'est bien sûr félicité de sa nomination:
"E-A.Seillière apprécie que le Premier ministre soit un homme de terrain, ayant l'expérience de l'entreprise. Homme d'écoute, Jean-Pierre Raffarin tranche avec les personnalités du gouvernement précédent." (nous soulignons)

Chirac, main dans la main avec Juppé, premier ministre officieux, a immédiatement composé lui-même le gouvernement, dont la composition vaut elle aussi en tant que telle déclaration de guerre contre le prolétariat et la jeunesse.
Y figurent nombre de proches de Chirac, tel que l'ex-"occident" Devedjian, avocat du président, JP Delevoye (Fonction Publique), ex-candidat malheureux du président à la présidence du RPR, D.de Villepin (Affaires Etrangères), ancien secrétaire général de l'Elysée, H.Gaymard (Agriculture), D.Perben ("Justice"), R.Bachelot (Ecologie), J-J.Aillagon (Culture) etc. On y trouve également des débauchés de l'UDF, anciens soutiens de premier ordre de F.Bayrou qui ont renié leur chef de file pour un maroquin (de Robien, Borloo).

Et que dire du nouveau ministre de l'économie et des finances, Francis Mer! En charge au moment de sa nomination d'un des groupes de travail de la "refondation sociale" au compte du Medef, F.Mer est le représentant direct du grand capital dans le gouvernement, licencieur patenté (ancien PDG d'Usinor dont il a conduit la privatisation en 1995, il a à son passif 70 000 suppressions d'emplois en 15 ans ... période sur laquelle son groupe aura reçu 100 milliards de francs d'aides publiques).

... engage "*au galop*" (Raffarin) le programme du Medef

Tel gouvernement, tel programme. Sur Europe 1, le jeudi 16 mai, F.Fillon, en charge des affaires sociales, résumait:
"On a un projet. Tout le monde sait que nous voulons assouplir les 35 heures, régler le problème des régimes de retraite, abaisser les charges sur les bas salaires, mettre en place une assurance emploi. Nous allons mettre toutes ces propositions sur la table (...) parce que nous voudrions à l'avenir que l'Etat en fasse de moins en moins et les partenaires de plus en plus"

A ce catalogue de mesures réactionnaires, on doit ajouter la baisse de 5% de l'impôt sur le revenu annoncée par Chirac, mesure qui bénéficierait à hauteur de 70% aux 10% des foyers fiscaux les plus riches. Et encore: la "réforme de l'Etat" dont les axes sont avancés dans le livre cité de Raffarin, et dont J-P.Delevoye n'a pas fait mystère, recevant les directions syndicales les 16 et 17 mai, que tel était son objectif.

En réalité, le programme du gouvernement Chirac-Raffarin est, intégralement, celui du Medef. Sortant de Matignon le 17 mai, Seillière s'en félicitait:
" Nous sommes donc encouragés au terme de cet entretien que nous pourrons, comme nous le souhaitons et comme nous l'avons demandé depuis des années, contribuer dans un esprit de partenariat aux actions fondamentales de rénovation et de restructuration de notre pays pour sa réussite."

Ce gouvernement des "*fondés de pouvoir du Medef*" (dixit J-M.Ayrault, PS) entend aussi reprendre la voie tracée par la "refondation sociale" pour liquider les acquis ouvriers, de l'association systématique et à tous niveaux des directions syndicales, à commencer par celles des confédérations CGT et FO, à sa politique.
Et là ne s'arrête pas le "galop" réactionnaire du gouvernement Chirac-Raffarin.

"*Le bleu marine va redevenir à la mode*" (Devedjian)

En matière de "sécurité", c'est-à-dire de répression et de renforcement de l'Etat bourgeois, le gouvernement a mis les bouchées doubles. Le secrétaire général du syndicat des CRS reprenait ainsi le 16 mai, pour exiger qu'il ne s'agisse pas que d'un effet d'annonce, les propos du ministre aux "libertés locales" (?) Devedjian:
"Depuis une semaine, j'ai remarqué que nous étions l'objet de toutes les attentions et que le bleu marine, paraît-il, va revenir à la mode"

"Le bleu CRS à la mode", voilà un bon résumé de la politique du gouvernement Chirac-Raffarin. Le simple fait que le ministre de la Sécurité intérieure, Sarkozy, soit protocolairement numéro 2 du gouvernement, ce qui est une nouveauté, indique quelle importance le gouvernement porte au renforcement de l'appareil de répression. En quelques jours ont été annoncés: la création de groupes régionaux coordonnant les services de police, de gendarmerie, des douanes et des finances (mais il n'en est pas prévu pour s'occuper du délinquant qui occupe l'Elysée), le renforcement de la police dans les transports parisiens (lors d'une visite pour eux pleine d'exotisme de Sarkozy et Raffarin à la station Métro-RER des Halles).

Plus spectaculaire: l'annonce par Sarkozy que les policiers de "proximité" allaient être équipés d'armes tirant des projectiles en caoutchouc... qui ne sont pas mortels à plus de cinq mètres de portée. Ces "flashballs", qui équipent déjà les "brigades anti-criminalité" réputées pour leur brutalité, sont aussi des armes conçues pour la répression des manifestations. Et en fin de compte, outre l'accroissement de l'arrogance et de la violence policières, le renforcement de la "bande d'hommes armés" qui sont le coeur de l'Etat est tournée contre les travailleurs, la jeunesse, contre leurs libertés démocratiques, contre leurs mobilisations en défense de leurs conditions de vie et de travail, ce à quoi précisément toute la politique des Chirac-Raffarin aboutit, avec la décomposition sociale et ses conséquences quotidiennes afférentes.
En tout état de cause, un des objectifs du gouvernement est de s'assurer que ne se renouvellent pas les rebellions qui se sont manifestées parmi les membres de l'appareil d'Etat fin 2001.

Le "bleu CRS" est la couleur hissée sur le pavois de la 5ème République avec le plébiscite de Chirac, et sert dans l'immédiat de drapeau de ralliement aux partis bourgeois

pour les législatives. Combien significative est la mise en scène du Stade de France à l'occasion de la finale de la coupe de France de football, vraisemblablement montée de toutes pièces (comme souvent quand il est question en même temps de RPR et de Corses): s'en est suivie une apologie hystérique du drapeau national (celui des Versaillais, des massacreurs de la commune), et des propositions de loi (de Rudy Salles, député RPR des Alpes-maritimes) visant à créer le délit d'outrage au drapeau ou à l'hymne national, inexistant jusqu'ici.

Chirac et le Medef en quête d'une majorité parlementaire bleu CRS

Reste encore pour le gouvernement Chirac-Raffarin a obtenir une majorité parlementaire à sa botte pour avoir les coudées franches. Pour le gouvernement ... et pour le Medef. Ce dernier a clairement pris parti en faveur d'une majorité chiraquienne à l'Assemblée, pièce décisive venant couronner celle existant au Sénat, et dans la plupart des Régions. Le 14 mai, le baron Seillière déclarait

" qu'une cohabitation bloquerait complètement la réforme de notre pays. La cohabitation est un mauvais mode de gouvernance.

Le président du MEDEF a souligné que le programme du Parti socialiste tranchait avec les propositions du candidat Jospin qui avait pris en compte certaines préoccupations du MEDEF. Le programme du Parti socialiste revient à des orientations surannées : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; limitation des CDD ; maintien à l'identique du système des retraites. " Les cadeaux sociaux sont plus faciles à faire que la réforme. " Enfin, le programme du Parti socialiste ignore le dialogue social." (Point presse du Medef)

On ne saurait être plus clair.

Chirac et ses troupes partent certes avec un avantage fondamental : le plébiscite dont Chirac a été l'objet le 5 mai. Et ils préparent les législatives sur les brisées de l'Union nationale réalisée autour de Chirac: "à droite toute". Permet de le mesurer, outre les premières mesures du gouvernement, la position prise par Serge Lepeltier, président délégué du RPR, le 21 mai. Car celui-ci a affirmé quelques heures durant que les chiraquiens ne comptaient pas se retirer au second tour en cas de triangulaire et qu'il ne serait pas dérangé par l'élection de quelques députés FN. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que Lepeltier a dit une nouvelle fois tout haut ce que le président Chirac et ses proches disent dans les couloirs et les alcôves. Et ceci découle directement des résultats des présidentielles.

Retour sur les présidentielles: défaite du prolétariat dès le premier tour

Le tableau ci-dessous donne les résultats des trois dernières élections à caractère national, présidentielles de 1995, législatives de 1997, présidentielles de 2002, par rapport aux exprimés et aux inscrits.

	1995-%exp	1997- %exp.	2002 - %exp.	1995-%ins. (abst 21,6%)	1997- %ins. (abst 32,0%)	2002 - %ins. (abst 28,4%)
P.S.	23,3%	25,5%	16,2%	17,7%	16,5%	11,2%
P.C.F.	8,6%	9,9%	3,4%	6,6%	6,4%	2,3%
Extr. Gauche	5,3%	2,2%	10,4%	4,0%	1,4%	7,2%
Total votes "ouvriers"	**37,2%**	**37,6%**	**30,0%**	**28,4%**	**24,3%**	**20,7%**
Div.g,		3,1%	7,6%		2,0%	5,3%
écol.	3,3%	6,3%	5,2%	2,5%	4,0%	3,6%
Sous-total	*3,3%*	*9,4%*	*12,8%*	*2,5%*	*6,0%*	*8,9%*
RPR	20,8%	16,8%	19,9%	15,9%	10,9%	13,8%
UDF + DL	18,6%	14,7%	10,7%	14,1%	9,5%	7,4%
Div.d	4,7%	4,6%	3,1%	3,6%	3,0%	2,1%
Sous-total	**44,2%**	**36,2%**	**33,7%**	**33,6%**	**23,4%**	**23,3%**
Divers	0,3%	1,8%	4,2%	0,2%	1,2%	2,9%
FN	15,0%	15,1%	16,9%	11,4%	9,8%	11,7%
MNR			2,3%			1,6%
Sous total FN-MNR	**15,0%**	**15,1%**	**19,2%**	**11,4%**	**9,8%**	**13,3%**
Total partis bourgeois	**62,8%**	**62,4%**	**70,0%**	**47,8%**	**40,3%**	**48,4%**

(*Nota Bene*: les "divers droite" sont en 1995 de Villiers (qui a appelé à voter Chirac en 1995 et 2002 et RPR-UDF au second tour en 1997); en 2002 Boutin, grenouille de bénitier issue de l'UDF et Lepage, écologiste tendance Juppé. Les "divers gauche" sont pour 2002 les candidats des deux partis qui ont composé le gouvernement de la "gauche plurielle", à savoir le Taubira (PRG) et Chevènement, quand bien même ce dernier a aussi cne partie de l'électorat Pasqua/de Villiers).

Le premier fait marquant de ce premier tour, c'est la chute des voix se portant sur les partis et organisations du mouvement ouvrier. La débâcle électorale des deux principaux partis ouvriers traîtres et dégénérés, le PS et le PCF, qui s'est traduite par l'élimination de Jospin dès le 21 avril, n'est pas compensée par les voix des organisations "d'extrême-gauche". Le score du PS est aussi désastreux que celui obtenu lors des législatives de 1993, c'est dire. Quant à celui du PCF, il n'est même pas possible de chercher une comparaison. Hue perd quasiment les deux tiers de ses voix en sept ans. C'est tout simplement le bilan de cinq ans de gouvernement de "gauche plurielle" au

service du Capital qui s'exprime, bilan sur lequel CPS s'est assez largement exprimé pour qu'il ne soit pas besoin d'y revenir une nouvelle fois. Il suffit de citer les congratulations de de Robien à Gayssot, lors de la passation de pouvoirs au ministère des transports: "*je te (sic!) félicite du travail que tu as accompli depuis cinq ans*"...
Ont au contraire largement prospéré sur ce bilan réactionnaire les formations bourgeoises membres de la "gauche plurielle" dont la progression est tout à fait significative.

Une fraction de l'électorat ouvrier s'est reporté sur les candidats "d'extrême-gauche", principalement LO et la LCR, le PT ayant eu un score à la mesure de son appel à ne pas voter, même pour lui. Relevons que le candidat de la LCR a été fortement propulsé dans les dernières semaines de la campagne, bénéficiant d'une "sympathie" médiatique qu'il faut mettre en rapport avec la campagne de calomnies qui se déversait dans le même temps sur Lutte Ouvrière. La candidature O.Besancenot a été largement utilisée pour faire pièce à celle d'Arlette Laguillier, limiter l'ampleur du vote se portant sur cette dernière. Mais le vote LO, LCR et PT confondus manifeste à l'évidence la recherche par une fraction réelle mais limitée du prolétariat et de la jeunesse d'une issue politique. Si ce mouvement est demeuré limité, c'est naturellement par l'absence de réponse de ces organisations à la question centrale: quel pouvoir, quel gouvernement, - dans quoi s'inscrivait leur refus préventif et commun d'appeler le cas échéant à voter PS au deuxième tour contre le candidat principal de la bourgeoisie Chirac- et le refus d'ouvrir la perspective du combat pour le parti ouvrier révolutionnaire.

Mais la hausse de l'abstention, un record pour un premier tour d'élections présidentielles, s'explique d'abord (pas uniquement) par une forte abstention ouvrière. Pour de larges secteurs du prolétariat, de la jeunesse, cela manifeste avant tout un profond désarroi politique.

Doit être pris enfin en considération le fait qu'une fraction importante de l'électorat ouvrier, dans des proportions équivalentes à celles de 1995, a continué de voter pour le candidat du Front National, d'autant que tous les autres partis y régressent dans le même temps. Ce sont le PS, le PCF, et les dirigeants syndicaux qui portent l'entière responsabilité de cette situation qui voit le FN arriver en tête dans nombre de villes ouvrières. Leur politique de trahison systématique des intérêts ouvriers depuis la victoire électorale de mai-juin 1981, leurs années de "gestion honnête et loyale" du capitalisme en crise, a provoqué un immense désarroi, une grande confusion politique qui a jeté nombre de travailleurs dans les bras du démagogue raciste Le Pen.

Deuxième fait marquant: dès le 21 avril au soir, Chirac pouvait jubiler. Il savait avoir gagné. Que son résultat du premier tour soit aussi médiocre que ceux qu'il a réalisé à chacune de ses candidatures précédentes ne change strictement rien à l'affaire. Cela dit, les partis traditionnels de la 5ème République (RPR-UDF-DL) ont stagné dans ces élections à leur niveau (par rapport aux inscrits du premier tour des élections de législatives de 1997. Est en cause leur crise sous-jacente, dont la racine est leur échec à entraîner derrière eux les couches réactionnaires de la société sur l'axe de la réalisation des objectifs fondateurs de la 5ème République contre le mouvement ouvrier et les libertés démocratiques. Partant, est aussi en cause la situation difficile de l'impérialisme français, impérialisme de troisième ordre, soumis dans certains secteurs à une concurrence intenable (ce qui s'était exprimé notamment lors de la ratification du traité de Maastricht). A cet égard, il est significatif qu'une partie non négligeable de l'électorat traditionnel du RPR se soit porté dès le premier tour sur le FN (ou le MNR), constitué précisément pour renouer avec ces objectifs. C'est ce mouvement qui a assuré la progression du FN par rapport à 1995/97. Mais disons-le: le plébiscite de Chirac au deuxième tour lui donne de nouveaux moyens pour tenter de résorber partiellement la crise de représentation politique de la bourgeoisie, et sa politique depuis sa réélection vise en priorité à récupérer les voix du FN.

Progression incontestable du Front National

Le troisième fait marquant de ces élections est en effet le succès politique remporté par le FN, matérialisé par l'accession de Le Pen au second tour. Ce succès est évidemment d'abord dû à la débâcle électorale de Jospin. Mais il n'en demeure pas moins que le FN réussit à reprendre la place incontournable qui était la sienne notamment lors des régionales de 1998, et que la scission organisée au compte du RPR par Megret et une grande partie de l'appareil avait nettement amoindrie – ce qui s'était vu lors des municipales de 2001. Rappelons que cette scission était sous-tendue par l'objectif (de Mégret) de faire du FN un parti "respectable", avec lequel RPR et UDF puissent s'allier sans risquer de mettre le feu aux poudres dans un prolétariat et une jeunesse spontanément hérissés par la nature du FN. Ironiquement, lors de la campagne, Megret, rejeté dans ses offres de service aux partis de la 5ème République après les avoir servi lors de la scission, a par contre-coup développé une campagne immonde de racisme bien plus ouvert que celle de Le Pen.

Le Pen profite largement de l'inversion du calendrier électoral décidée par Jospin. C'est assez cohérent, somme toute: cette inversion visait à réaffirmer la primauté du président sur l'Assemblée, dans la logique de la constitution de la 5ème République. Elle a du coup favorisé l'aspirant-bonaparte par excellence qu'est Le Pen contre son ex-lieutenant félon Megret, nettement moins crédible dans ce rôle. Ce qui n'exclut pas qu'aux législatives, le MNR puisse dans bien des cas (au plus grand profit des chiraquiens) affaiblir considérablement le FN et lui interdire ici ou là d'accéder au second tour des élections (et réciproquement dans les bastions du MNR).

A joué également l'impossibilité de Pasqua d'obtenir les signatures nécessaires à sa candidature, ce que tant Pasqua que Le Pen - et on peut les croire - ont attribué à Chirac, ce dernier souhaitant bien sûr un second tour entre lui et Le Pen.

Mais le Front National a d'abord profité de la campagne "sécuritaire" ultra-réactionnaire menée à grand renfort de médiatisation outrancière par Chirac et ses alliés, terrain sur lequel Le Pen prospère et a capté une part de l'électorat traditionnel RPR-UDF.

Le Front National n'est pas un parti bourgeois "comme les autres". Dirigé par des nostalgiques du fascisme et de Pétain, il est la pointe avancée de la Réaction en France, et à ce titre son succès sert de point d'appui considérable aux mesures anti-immigrés, liberticides et policières prises par les gouvernements successifs de la Cinquième République. En pratique, son "programme" est à quelques virgules près le programme du Parti Républicain aux USA, y compris en matière d'avortement, de peine de mort, d'immigration ... et de baisses des charges. Car le FN est avant tout au service du grand Capital, quand bien même son ossature vient de tous ceux dont les pieds ont été écrabouillés par la Cinquième République et la crise économique, de l'OAS aux patrons de PME. Pour qui en douterait, il suffit de considérer son revirement spectaculaire sur la question de l'Euro entre les deux tours. Après que le Medef ait signifié qu'il était hors de question de sortir de l'Europe et de la monnaie unique, J-C.Martinez d'abord, Le Pen ensuite, ont tout simplement opéré un virage à 180 degrés sur ce point.

Parti de type particulier, ultra-réactionnaire et raciste, le FN n'est pas pour autant un parti fasciste. Il ne dispose pas de troupes de choc prêtes à affronter le prolétariat (et dans ce domaine, il a aussi été affaibli par le scission d'avec le MNR mégretiste). Mais il constitue une base jusqu'ici solide pour s'engager dans cette voie si les circonstances s'y prêtaient.

Partout en Europe

Comment ne pas noter que certains traits saillants des présidentielles se lisent aussi dans la situation d'autres pays d'Europe. Les défaites électorales des partis socialistes et sociaux-démocrates, des partis ouvriers-bourgeois, se sont enchaînées ces derniers mois, ils ont perdu le pouvoir dans des pays comme l'Italie, l'Autriche, plus récemment le Portugal et ce mois de mai la Hollande. Les raisons sont fondamentalement les mêmes qu'en France: la prise en charge toujours plus affirmée des intérêts de leurs bourgeoisies respectives, la dégénérescence politique sans cesse plus voyante de ces partis.

Dans nombre de pays également se développent des partis aux traditions certes différentes mais qui tous se situent sur une ligne ultra-réactionnaire, anti-immigrés et fort critiques notamment vis-à-vis de l'Union Européenne. Au Danemark, en Autriche, demain en Hollande, en Italie surtout (avec tant l'Alliance Nationale que la Ligue du Nord), ces partis ont été intégrés dans les coalitions gouvernementales dans lesquelles ils servent de béquilles aux principaux partis bourgeois. Tous expriment, de manières diverses, les difficultés de fractions significatives de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie face à l'accroissement incessant de la concurrence à l'échelle internationale, à la concentration et centralisation du Capital en de moins en moins de mains depuis les années 80, aussi face aux conséquences du développement de l'Union Européenne. Tous expriment la direction qui serait immanquablement prise dans chaque pays en cas d'aggravation prononcée de la situation économique mondiale.

Nous n'en sommes pas là. Mais les mesures protectionnistes de "guerre économique" prises par le gouvernement Bush junior, et les éventuelles rétorsions européennes, les discussions sur un éventuel non-respect du "pacte de stabilité", s'inscrivent dans un contexte où la reprise économique constatée est extrêmement fragile, dans la mesure où elle ne procède pas ni ne s'accompagne pour l'instant d'une croissance des investissements productifs, décisifs dans le mode de production capitaliste. La bulle spéculative boursière quant à elle n'a pas repris son expansion même si elle n'a pas connu de contraction aussi importante qu'on pouvait le penser (et la politique menée aux USA de déficit budgétaire et de baisse radicale des taux d'intérêt n'y est pas pour rien). Autrement dit, toutes les charges explosives restent en place et l'avenir immédiat reste plus qu'incertain.

Raison de plus pour que le gouvernement Chirac-Raffarin soit aussi agressif que possible contre la classe ouvrière, appuyé sur une éventuelle majorité parlementaire. Mais dans cet objectif, il dispose du point d'appui considérable qu'a été le plébiscite de Chirac organisé dès le soir du premier tour par le PS, le PCF, les dirigeants syndicaux (CGT et FSU en tête, et encore l'UNEF).

Le Front Républicain, tapis rouge déroulé au candidat principal du grand Capital

A partir du 21 avril au soir, à la notable exception de Lionel Jospin dans un premier temps, l'ensemble des représentants du PS et du PCF, la direction confédérale CGT, la direction FSU, et à leur traîne celle de l'UNEF, appelaient à voter Chirac. Le communiqué de la direction confédérale CGT du 22 avril affirme:

"Cette situation lourde de menaces pour le monde du travail en matière de droits, de libertés, de progrès social, de démocratie conduit la CGT à appeler ses militants et ses organisations à tout mettre en œuvre pour faire barrage à Jean-Marie Le Pen : son résultat lors du deuxième tour de l'élection le 5 mai prochain doit être le plus bas possible."

Cela revient à faire de Chirac le garant des "droits, libertés" du "monde du travail", et même celui du "progrès social"! Contrairement à ce qu'affirme le rapport fait par Le Digou lors du CCN des 15 et 16 mai, affirmant alors:
. *"Syndicalement, nous n'avons pas de responsabilités dans les résultats catastrophiques du premier tour. Mais nous avons d'immenses responsabilités pour bâtir des solutions"*,
la direction confédérale CGT comme celle de FO, de la FSU, de l'UNEF, portait une responsabilité immense pour le résultat du premier tour, en n'appelant pas à voter contre les candidats de la bourgeoisie, pour les candidats des partis et organisations du mouvement ouvrier.

Mais à la défaite du premier tour s'est ajoutée une défaite politique pour toute la classe ouvrière: la mise en place d'un "front républicain" avec comme objectif le plébiscite de Chirac. S'est enclenchée une campagne hystérique dans laquelle ont été stigmatisés en particulier Lutte Ouvrière, qui refusait d'appeler à voter Chirac, ou encore la direction confédérale FO. Cette dernière, bien que ne faisant pas mystère de son soutien à la candidature Chirac au second tour, se refusait en effet à se dépouiller des habits élimés de "l'indépendance syndicale", de "l'apolitisme", si utiles en tant de circonstances à la bourgeoisie quand il s'agit d'interdire à la classe ouvrière de poser la question décisive du pouvoir. Elle n'appelait donc pas formellement à voter Chirac.

C'est au nom du "danger fasciste" que PS, PCF, mais aussi la LCR (cette dernière allant jusqu'à exclure un groupe de militants qui s'opposaient à la consigne de vote pour Chirac) les dirigeants du mouvement ouvrier traditionnel ont soutenu le candidat du grand Capital. Or, même dans l'hypothèse où le FN eût été un parti fasciste, cette position n'en aurait pas moins été une trahison. On peut se souvenir qu'en 1932, la social-démocratie allemande ne présenta pas de candidat aux présidentielles en Allemagne et se rallia dès le premier tour au maréchal Hindenburg pour faire "barrage à Hitler". Quelques mois après, Hindenburg nommait Hitler chancelier.
Pour ce qui est du présent, chacun sait qu'en Italie, au Danemark, en Autriche, les équivalents locaux de Chirac gouvernent en alliance avec les partis les plus réactionnaires, tout comme ils se préparent à le faire en Hollande. Chacun sait ou devrait savoir qu'il n'y a pas de ligne de démarcation entre RPR/UDF et FN/MNR sur les questions essentielles. L'encadrement du FN et du MNR a été puisé parmi les cadres des partis de la 5ème République. Dans les années 80, non seulement de nombreuses alliances électorales ont eu lieu entre ces partis, mais encore c'est dans les mêmes cercles qu'ils élaboraient leur programme (citons le club de l'horloge). Alors (en juin 1985), Chirac peut dire:
"il y a un type, Le Pen, que je ne connais pas et qui n'est probablement pas si méchant qu'on le dit. Il répète certaines choses que nous pensons, un peu plus fort et un peu mieux, en termes plus populaires".
Et en 1998 encore, dans plusieurs régions, UDF et RPR acceptèrent de s'allier avec le FN. Un an avant, c'était le vote de la loi Debré, dont le promoteur, fidèle chiraquien, présentait l'esprit en ces termes:
"Est-ce que vous acceptez que des étrangers viennent chez vous, et ouvrent votre Frigidaire, se servent ?" "Non, bien naturellement !"
Rappelons encore les discours de Chirac sur le "bruit et l'odeur" (1991), la dénonciation (1979) du "*parti de l'étranger et de l'abaissement de la France*", l'assassinat de Malik Oussékine, la tuerie d'Ouvéa ... Ces quelques rappels doivent suffire à convaincre que si les succès du FN permettent à l'ensemble de la bourgeoisie de durcir sa politique répressive et anti-émigrés, le maître d'œuvre de ce durcissement est et a toujours été le RPR.

Enfin, précisons que, même si Le Pen avait été en position de l'emporter, le vote Chirac n'aurait pas plus été un obstacle au Front National. La position de Lutte Ouvrière était singulièrement étrange sur ce point, Arlette Laguillier déclarant le 1er mai quant au second tour:
"Le Pen est le pire ennemi des travailleurs. Mais c'est une escroquerie de le présenter comme pouvant être élu au deuxième tour. Rien que les voix de la droite du premier tour, c'est-à-dire celles de Chirac, de Bayrou et de Madelin représentent près de deux fois celles que Le Pen et Mégret ont obtenues. Pourquoi donc Chirac devrait-il être élu avec les voix de la gauche ? Celles de droite devraient lui suffire !"
(...) Alors, le 5 mai, allez voter et, pour voter contre Le Pen sans plébisciter Chirac, mettez une enveloppe vide dans l'urne, votez blanc. Cela comptera autant qu'un vote Chirac pour écarter Le Pen et cela ne compromettra pas notre avenir."

Le vote blanc "*comptera autant qu'un vote Chirac pour écarter Le Pen*"? La formulation est plus qu'ambiguë.

PS, PCF, dirigeants syndicaux en rabatteurs électoraux de Chirac

Dès le soir du second tour, la jeunesse en de nombreux endroits descendait dans la rue par dizaines puis centaines de milliers les jours suivants. Il ne fait aucun doute que ces manifestations massives, comme l'affluence record aux manifestations du premier mai (deux millions de manifestants), était mues par le rejet du programme du FN, la volonté d'en découdre avec lui, de le battre. C'est d'ailleurs pour cette raison que tous les porte-parole des partis bourgeois n'ont pas tardé à condamner ces manifestations, leur opposant directement l'usage du bulletin de vote Chirac.

Une seule réponse permettait d'ouvrir une perspective politique à tous ceux qui voulaient et veulent balayer le Front National, celle que notre bulletin formule depuis des années:
"Qu'exige une lutte réelle contre Le Pen et le FN? Un accord de front unique entre le PS, le PCF, les syndicats qui, en commun, s'engagent à organiser l'action de masse qui interdirait à Le Pen et au FN le droit à la parole dans quelque lieu que ce soit. Mais évidemment cela n'a rien à voir avec la ligne de la "défense de la démocratie". "
(CPS n°41, février 1992).

A cet égard, la journée du premier mai revêtait une importance singulière. Dans notre supplément consacré au second tour, nous écrivions:
"Ainsi, le 1er mai au matin, Le Pen organise une démonstration à Paris. Dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF, ainsi que le PS et le PCF, pourraient et devraient en appeler à la mobilisation des masses pour interdire par la force que ce rassemblement frontiste ne se tienne. C'est sur cette orientation que la défaite subie au premier tour de la présidentielle pourrait être pour le moins amoindrie.
Au lieu de cela, ils appellent, l'après-midi, à l'autre bout de Paris, à une manifestation dont la ligne est sans équivoque, celle que responsables du PS et PCF donnaient dès le 21 avril au soir: le vote Chirac."

Mais, sous l'action déterminée des bureaucraties syndicales, du PS, du PCF, et LCR, les manifestations ont été totalement entraînées au contraire par la ligne de "la défense de la démocratie", en réalité de la Cinquième République, par les consignes de vote matraquées en faveur de Chirac. Les vieilles directions traîtres ont livré les travailleurs à leur principal ennemi Chirac. Ceux qui s'opposaient à la consigne de vote Chirac ont été hués (comme Lutte Ouvrière), menacés dans les manifestations, tout comme ils étaient largement esseulés sur leur lieu de travail. L'Union nationale derrière Chirac a déferlé comme un rouleau compresseur: le plébiscite pouvait avoir lieu.

Second tour: plébiscite triomphal pour Chirac

Les résultats du second tour sont les suivants:

	Second tour			Premier tour				
	Voix	% inscrits	% exprimés	Voix	% Inscrits	% exprimés	Dif. voix	Dif inscrits
Inscrits	40653471			41194689				
Votants	32577810			29495733				
Abstention	7968080	19,86 %		11693353	28,4 %			- 8,54 %
Blancs/nuls	1738849	4,28 %		995531	2,41 %		743318	+ 1,87 %
Exprimés	30818961			28498471				
Chirac	25316647	62,27 %	82,15 %	5665855	13,75 %	19,88 %	19650792	+ 48,52 %
Le Pen / Mégret	5502314	13,53 %	17,85 %	5472430	13,28 %	19,20 %	29884	+ 0,25%

Pour Chirac, c'est un plébiscite miraculeux. Le voilà le président le mieux élu au second tour de toute l'histoire de la Cinquième République. Sans remonter jusqu'à Napoléon III, ce score rejoint celui obtenu par exemple lors du référendum pour la ratification de la constitution de la 5ème République, plébiscite suivant le coup d'Etat de de Gaulle, le 28 septembre 1958 lorsque le "oui" avait obtenu 66,3% des inscrits (79,4% des exprimés) et le non 17,2% (20,6%) des exprimés. Et effectivement, c'est la Cinquième République et le parti qui se réclame de son fondateur qui ont été ainsi plébiscités. PS, PCF, LCR et directions syndicales qui ont participé de ce plébiscite ont manifesté une soumission exemplaire et ont ouvert la voie à la politique réactionnaire du gouvernement Chirac-Raffarin et à un éventuel succès de celui-ci aux législatives.

Le nombre d'abstention a considérablement chuté (pour atteindre un niveau équivalent à celui du second tour des trois élections présidentielles précédentes), et le nombre de bulletins blancs et nuls n'a que peu augmenté. Autrement dit, il n'y a pas eu de remise en question massive de la consigne de vote pour Chirac au sein du prolétariat.

Quant au FN, comme toujours, le "front républicain" ne l'a pas fait reculer, au contraire. Non seulement Le Pen réalise un petit plus que l'addition des voix FN et MNR du premier tour, mais il a encore mordu sur une partie de l'électorat des partis bourgeois traditionnels, notamment celui de Démocratie Libérale, tandis qu'une partie des voix du MNR lui faisaient défaut (la scission n'a pas été oubliée).

Loin d'être une "*baudruche*" (Laguillier), le FN confirme au second tour son renforcement du premier. Il est d'autant plus en mesure de peser sur la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, et de jouer un rôle important aux législatives, bien que ce terrain permette plus que les présidentielles aux conséquences de la scission FN/MNR de s'exprimer. Cela dit, tant Chirac de son côté que le PS et le PCF de l'autre, malgré leurs affirmations formelles, se sont disposés pour que le plébiscite du deuxième tour soit confirmé, dans la continuité du "Front Républicain".

L'U.M.P., parti du président, fruit du plébiscite

En ce qui concerne Chirac, son plébiscite lui a permis de réaliser un pas en avant significatif là où il n'avait cessé de se casser les dents depuis des années: la constitution d'un grand parti du président autour du RPR. Sans perdre une minute, Chirac a porté sur les fonts baptismaux l'Union pour la Majorité Présidentielle. Dans une opération rondement menée, l'UMP s'est mise en ordre de bataille pour les législatives, intégrant en son sein, outre le RPR, la totalité de Démocratie Libérale et une grande partie de l'UDF. A l'automne, la formation doit se transformer en parti. Fait significatif: Chirac semble avoir réussi à imposer au RPR de s'y dissoudre. D'ores et déjà, les candidats aux élections législatives ont dû s'engager sous la seule bannière UMP, qui bénéficiera donc seule du financement public.

Tout n'est pas aplani pour Chirac. Bayrou et quelques morceaux de l'UDF font de la résistance dans une centaine

de circonscriptions. Mais l'UDF est presque déjà quasiment tuée par l'UMP. Sauf imprévu, Chirac (et Juppé qui tire les ficelles de l'UMP) a remporté un succès réel qui lui permet d'endiguer au moins pour un temps la crise de représentation politique de la bourgeoisie.

Autre objectif de la constitution de l'UMP: la présence d'un candidat unique ou presque dans des centaines de circonscriptions devrait permettre d'arriver dans les deux premières places lors du premier tour. Et par conséquent de profiter du hara-kiri annoncé des candidats du PS (et du PCF) en cas de triangulaire.

Le PS et le PCF dans les législatives: poursuite de la politique qui a mené à la défaite du premier tour et au plébiscite de Chirac...

Pour préparer les élections, après de laborieuses tractations saupoudrées de parachutages grotesques, le Parti Socialiste a lancé la bannière de la "gauche unie", devant succéder à celle de la "gauche plurielle", de laquelle a été retranché le "Pôle Républicain" chevènementiste. De facto, et l'adjonction de quelques accents de "gauche" dans le programme du PS (celui de Jospin pour les présidentielles) n'y change rien: il s'agit de la poursuite de la politique d'alliance avec des formations bourgeoises. Dans une centaine de circonscriptions, le PS n'aura pas de candidat. Les Verts se voient remettre près de soixante-dix circonscriptions par le PS, les Radicaux une trentaine. Exemple: aux Ulis, en Essonne, le PS lors d'une cantonale partielle, une semaine avant le deuxième tour des présidentielles, a doublé son score au premier tour, atteignant près de 40%, battant à plate-couture le candidat MDC maire de la ville, P.Loridant. Aux législatives, il n'y a même pas de candidat PS, mais un dirigeant national des Verts. A noter: le PS a été bien plus dur avec le PCF dans les tractations qu'avec le faible Parti Radical de Gauche.

Ainsi, c'est une quasi-certitude qu'ensemble, le PS et le PCF font tout pour qu'il n'y ait pas de majorité PS-PCF à l'Assemblée, quoiqu'il arrive, et en particulier une prévisible remontée électorale du Parti Socialiste, de nombreux travailleurs cherchant à ne pas voir se renouveler le scénario du premier tour de la présidentielle et utilisant le vote PS pour manifester leur opposition à Chirac-Raffarin.
S'ajoute la poursuite du "front républicain" sans rivage à droite. En réponse aux propos de Serge Lepeltier cités plus haut dans cet éditorial, Vincent Peillon, porte-parole du PS, répondait:
"Nous dénonçons très fortement cette trahison du pacte qui a été passé avec les Français dans la présidentielle et qui n'augure pas de bons jours pour le camp du président Chirac".
"Nous, nous serons dans la continuité de ce qui a été toujours notre position" "S'il y a un risque de faire élire un député FN, nous nous retirerons".

Quelle fidélité exemplaire au "pacte" chiraquien (génuflexion devant le suzerain)! Le PS annonce par avance qu'il votera et appellera à voter UMP dans maintes circonscriptions au second tour.

L'alliance avec les formations bourgeoises sous le signe de la soumission aux exigences des capitalistes, l'absence de candidats des partis ouvriers traditionnels dans des dizaines de circonscriptions prolongent ce qui a été réalisé notamment aux régionales de 1998, aux municipales de 2001. La poursuite du "front républicain" derrière l'UMP chiraquienne prolonge la politique de protection systématique de Chirac et de l'institution présidentielle durant les cinq ans de gouvernement dirigé par Jospin. Tout ceci concentre la politique dont le rejet par les travailleurs est à l'origine de la défaite cinglante du candidat Jospin au premier tour des élections.

Quoiqu'ils affirment, le PS et, plus que jamais à sa traîne, le PCF, font tout pour perdre les élections, pour que Chirac les gagne.

... ainsi que de la part de la LCR, de LO et du PT

On ne peut passer sous silence la politique des trois organisations LO, LCR, PT, qui ont obtenu ensemble (surtout les deux premières) plus de 10% des suffrages exprimés aux présidentielles (score électoral sans rapport toutefois avec leur implantation réelle).

Une nouvelle fois, le point commun décisif aux trois formations est que, comme les présidentielles, ils se refusent à appeler à voter pour les candidats des partis ouvriers traîtres au second tour. Il est pourtant clair, plus que jamais, que les travailleurs n'auront à ce moment d'autre issue, pour manifester leur opposition au gouvernement Chirac-Raffarin, pour combattre l'UMP et son sponsor officiel qu'est le Medef, que d'utiliser ce vote. En s'y opposant, objectivement, les trois principales formations qui se réclament frauduleusement du trotskysme en France concourent à l'élection d'une majorité chiraquienne à l'Assemblée, à donner à Chirac quasiment les pleins pouvoirs.

Lutte Ouvrière s'inscrit ouvertement dans cette perspective. Considérant le résultat des législatives comme acquis à l'avance, Arlette Laguillier dénonçait lors de la fête de LO:
"la gauche, qui a menti pendant cinq ans, et la droite, qui va mentir pendant les cinq années à venir"
C'est dire si elle s'accomoderait sans peine de la victoire de Chirac et Seillière.

Le Parti des Travailleurs, lui, a décidé qui plus est de faire campagne sur le thème de "l'Assemblée Constituante". Mais posons une simple question: si une Assemblée constituante était élue aujourd'hui, même à la proportionnelle, qui y aurait la majorité? Certainement pas ceux qui, comme dit le vouloir le PT, remettraient en

cause l'Union Européenne et ses traités, en finiraient avec la Cinquième République. Mais surtout: il existait, durant les cinq dernières années, une majorité PS PCF à l'Assemblée nationale. Cette circonstance politique était plus qu'opportune pour développer une agitation sur la ligne d'imposer à cette majorité qu'elle décide de rompre avec la 5ème République, de constituer un gouvernement sans ministres bourgeois émanant d'elle – qu'elle revendique le pouvoir pour elle.
Le PT est contre cette orientation, respectant dans les faits le caractère réactionnaire de la constitution de la Cinquième République. C'est d'ailleurs contre cette orientation fidèle aux acquis de l'OCI/PCI, contre le combat pour que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF se déclare souveraine que la direction lambertiste du PCI a liquidé ce parti et purgé les militants trotskystes et constitué le PT en sabordant le PCI. Le baratin "démocratique" sur l'Assemblée constituante s'oppose à ce qu'une solution ouvrière à la question du pouvoir n'émerge, au combat sur la ligne du front unique des organisations ouvrières.

Quant à la LCR, qui cherche à pratiquer à son niveau une "extrême-gauche plurielle", intégrant dans ses candidats maintes personnalités tout à fait étrangères au mouvement ouvrier, sa campagne est d'emblée marquée par sa capitulation totale devant le "front républicain", par son appel à voter Chirac.

Sans attendre le résultat des élections, les dirigeants syndicaux apportent leur soutien au gouvernement Chirac-Raffarin

Enfin, la responsabilité des directions syndicales dans ces élections est écrasante. Eux qui n'ont pas hésité (même à voix basse comme FO) à appeler à voter Chirac au second tour, eux qui voient le Medef faire ouvertement campagne pour l'UMP, ils n'appellent pas, une nouvelle fois, les travailleurs à s'opposer aux partis bourgeois. Ils prennent la responsabilité de placer une nouvelle fois lors du second tour, dans de nombreuses circonscriptions, le prolétariat ~~hors de la scène politique~~.

Au contraire, ils sont déjà engagés à fond dans le "dialogue social" avec le gouvernement Chirac-Raffarin. Tous, alors qu'ils connaissent le programme réactionnaire de ce gouvernement, sont allés discuter avec Raffarin et Fillon le 17 mai.
Raffarin pouvait se féliciter
"le premier ministre a signifié combien il avait trouvé cette "journée constructive" et les "acteurs économiques très motivés par le dialogue social". Ils en ont "visiblement été privés pendant un certain nombre d'années et je les ai trouvés plein d'idées et plein de bonne volonté", a-t-il déclaré." (*le Monde* du 19 mai)

Et aussitôt il a proposé de rééditer l'opération du Medef connue sous le nom de "refondation sociale"
" M. Raffarin, a promis un "calendrier de discussions sur l'ensemble des thèmes de la négociations sociale" (id.)

Parmi les réactions des dirigeants syndicaux, il faut noter l'enthousiasme de Blondel sortant de Matignon:
"M. Raffarin est un homme qui sait recevoir et qui ne manque pas d'humour. (...) il a dit pendant la campagne "on relancera le dialogue social". Immédiatement il passe aux actes. Je le remercie, c'est bien."

Dans un entretien au *Monde* du 17 mai, entretien publié en guise d'éditorial dans *FO-Hebdo*, Blondel va plus loin:
" Je reverrais bien le scénario que de Gaulle avait utilisé en 1958, face aux partenaires sociaux, pour créer l'Unedic: vous avez six mois pour vous mettre d'accord, sinon je prends une initiative."
Pour Blondel, non seulement le gouvernement doit avoir des mois devant lui, mais encore, sur le principe de la "refondation sociale", les appareils syndicaux devraient lui ouvrir la voie, pour réaliser une initiative de l'ampleur de celle de la création de l'Unedic. Or celle-ci, intervenant au lendemain du coup d'Etat de de Gaulle, était un premier coup contre la Sécurité Sociale, première instance "paritaire", séparée du reste de la Sécurité Sociale alors unifiée. "
Empli de bonne volonté, Blondel précise encore quel souci il a des intérêts des capitalistes:
"Il faut trouver un équilibre entre les besoins des entreprises et les intérêts des salariés. Je ne veux pas que les patrons délocalisent, ni que les salariés des PME soient condamnés aux 39 heures. FO a signé des accords assouplissant le recours aux heures supplémentaires. Elles devraient être autorisées et négociées pour répondre aux besoins de la production et peut-être pas comptabilisées sur l'année.".
C'est un feu vert au gouvernement. Sans exagérer, il faut considérer que l'appareil FO vote Chirac pour les législatives. Il n'est pas le seul. Bernard Thibault déclarait en sortant de Matignon:
"il n'appartient pas aux organisations syndicales de dire à la place des citoyens si c'est avec ce gouvernement que nous allons devoir poursuivre le travail sur les questions économiques et sociales".
Ce qui veut dire, réserves de forme mises à part, qu'il l'envisage tout à fait sereinement!

Même son de cloche du coté des dirigeants fédéraux de la fonction publique, qui rencontraient Jean-Paul Delevoye le même jour. Ce dernier se félicitait au terme des entretiens:
"Personne n'a souhaité se battre sur l'immobilisme", s'est félicité M. Delevoye, qui a jugé "riches et denses" ses contacts avec des représentants syndicaux demandeurs de "visibilité sur la mission et le sens du service public". (id.)

Il n'est pas besoin d'aller plus loin pour constater : les dirigeants syndicaux sont tout simplement aller apporter leur caution et leur allégeance au nouveau gouvernement. Le fait d'aller engager le "travail avec lui" (Thibault) avant les législatives signifie tout bonnement qu'ils s'inscrivent dans la perspective de sa pérennité, et du "travail commun": ils votent Chirac.

Préparer le combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin, sur la ligne du front unique des organisations ouvrières

Cette caution des dirigeants confédéraux CGT et FO, de ceux de la FSU, est indispensable au gouvernement. Fillon le répétait encore le 19 mai sur France 3: "*on ne cherchera pas à passer en force*". Le "dialogue social", la collaboration avec les directions syndicales est le moyen par lequel les capitalistes entendent faire passer la politique qui répond à leurs besoins.
En résumé, la politique du gouvernement s'apparente à une super" refondation sociale":
Le Premier Ministre a marqué, comme d'ailleurs nous l'indiquons depuis des années, que la voie du dialogue social, de la rénovation, de la refondation sociale est la priorité nationale et que la conduite de la réforme de notre pays passe par là.

(Seillière, le 17 mai, nous soulignons)

Tout comme cette dernière, cela signifie que cette politique ne pourra être mise en place sans la pleine participation des dirigeants syndicaux.

De là découle une exigence claire et simple. Face au gouvernement Chirac-Raffarin, pour préparer le combat contre lui, la première des exigences est que les directions syndicales, à tous les niveaux et d'abord au niveau des confédérations, refusent toute discussion, toute négociation qui ne peut servir qu'à permettre l'application de son programme réactionnaire. D'ores et déjà, les dirigeants syndicaux devraient se prononcer contre toute participation aux discussions annoncées par Raffarin sur "les thèmes de négociation sociale".

Encore une fois, mentionnons l'exemple de l'Italie (voir l'article dans ce numéro). Face au gouvernement dirigé par Berlusconi incluant les nostalgiques mussoliniens de l'Alliance Nationale et la réactionnaire et xénophobe Ligue du Nord, la classe ouvrière a pu exprimer massivement sa force, parce que dans l'unité, dirigeants de la CGIL et de l'UIL, centrales ouvrières, "Démocrates de Gauche" et PRC ont été amenés à rompre le "dialogue social" avec le gouvernement, à appeler ensemble à une manifestation centrale et nationale à Rome en mars (plus de deux millions de participants), puis à une grève générale qui a paralysé le pays. Malgré les limites imposées par les appareils bureaucratiques italiens, qui ne sont pas moins traîtres et dégénérés que leurs équivalents français, cela confirme qu'agir sur la ligne du front unique des organisations ouvrières est le moyen de lutte efficace contre les gouvernements à la solde du Capital.
Ceci se traduit aujourd'hui par le combat sur la ligne de la rupture du "dialogue social" et de la "concertation" des organisations ouvrières (syndicats, partis) avec le gouvernement Chirac-Raffarin, pour le front unique contre celui-ci.

Législatives: notre position

Mais la première échéance contre le gouvernement Chirac-Raffarin est celle des élections législatives. Bien que cela soit le plus probable, il n'est pas encore acquis que l'UMP obtiendra la majorité à l'Assemblée. Contre le gouvernement, contre la bourgeoisie et ses partis, les travailleurs, les jeunes, n'ont et n'auront d'autre ressource dans ces élections que d'utiliser de nouveau, même avec dégoût, le vote pour leurs organisations traditionnelles dégénérées, le PS et le PCF.

Le contenu de ce vote sera à l'évidence contradictoire avec le programme que défendent ces partis. Il sera le moyen sur le terrain électoral qu'aura la classe ouvrière de se manifester comme classe. Même si Chirac devait obtenir sa majorité, il est clair que plus nombreux seront les suffrages portés sur les candidats des partis et organisations ouvriers, plus le prolétariat et la jeunesse seront encouragés à lutter par leurs propres méthodes et sur leur propre terrain contre le gouvernement Chirac-Raffarin.

C'est pourquoi notre Cercle prend-il la position suivante pour les législatives:
- au premier tour: vote pour le candidat du parti et organisation ouvrière de son choix
- au second tour, vote pour celui ou celle de ces candidats encore en lice

En tout état de cause: pas une voix pour les formations politiques de la bourgeoisie, y compris celles au profit desquelles le PS ou le PCF se sont retirés (Verts, PRG), accord que notre Cercle dénonce, tout comme il dénonce le retrait annoncé des candidats PS et PCF au profit de l'UMP ou de l'UDF et autres en cas de triangulaire dans laquelle pourrait être élu un candidat du FN ou du MNR.

Cette position est une composante du combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin, sur l'axe du front unique des organisations ouvrières, sur l'objectif politique d'un gouvernement sans représentant des formations bourgeoises issu de ce front unique, pouvant être une transition vers un véritable gouvernement ouvrier.

Notre politique

Inéluctablement, le prolétariat, la jeunesse, seront amenés à engager le combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin. Nul n'a oublié le puissant mouvement de novembre-décembre 1995. Il faut miser sur la spontanéité des masses, son expression. Nourrir cette spontanéité, lui donner un débouché politique exige, autant que possible, de formuler, dans l'activité politique quotidienne, les réponses aux problèmes auxquels le prolétariat et la jeunesse sont confrontés.

La défense des intérêts du prolétariat, de la jeunesse, implique que soient défendues notamment les revendications suivantes:

* augmentation des salaires, rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982, garantie des salaires par l'application de l'échelle mobile des salaires ;
* interdiction de tout licenciement ; pas une suppression de poste dans la fonction publique et remplacement poste pour poste des départs en retraite
* contre toute privatisation
* abrogation des lois "Aubry" d'ARTT, réduction du temps de travail pour tous, sans flexibilité ni perte de pouvoir d'achat. Contre toute annualisation, retour à l'horaire hebdomadaire.
* interdiction d'expulser des logements qu'ils habitent ceux qui ne peuvent plus en payer les loyers, réquisition des logements et locaux inoccupés pour loger les sans logis (SDF) ; expropriation des organismes privés de logement et leur gestion sous contrôle ouvrier.
* abrogation du plan Juppé de destruction de la sécurité sociale et de l'hôpital public. Annulation de toutes les "réformes" réactionnaires réalisées par les gouvernements qui se sont succédés depuis quinze à vingt ans et plus (enseignement, etc.).
* Droit de vote pour les travailleurs immigrés à toutes les élections.
* Défense inconditionnelle du régime des retraites par répartition, retour à 37,5 annuités pour tous, défense inconditionnelle du code des pensions.

Toutes ces revendications, et d'autres encore, posent la question du pouvoir, du gouvernement. Leur satisfaction impose que les dirigeants syndicaux les défendent, rompent avec le gouvernement et le patronat en cessant de participer à tous les organismes et réunions de "participation", de "cogestion", de "dialogue social" avec le gouvernement et le patronat, à tous les niveaux. Qu'ils réalisent avec le PS, le PCF, le front unique contre le gouvernement. Qu'ils combattent pour un gouvernement issu du front unique.

Le n°61 de Combattre Pour le Socialisme, publié après le mouvement de novembre décembre 1995 concluait:

"Loin de soumettre travailleurs et jeunes aux appareils des organisations syndicales, à leurs directions, au PS et au PCF, à leur politique, cette orientation les dresse contre eux. Elle participe du processus qui conduit à la submersion des appareils syndicaux, des partis ouvriers traditionnels, qui mène à la constitution d'organismes regroupant et organisant le prolétariat comme classe, à son regroupement sur un nouvel axe.

C'est en participant, en impulsant ce processus que peut être construit l'indispensable Parti Ouvrier Révolutionnaire pour que finalement le prolétariat prenne le pouvoir.

En s'orientant ainsi, le prolétariat et la jeunesse peuvent remporter d'importantes victoires, bouleverser la situation politique. Un autre gouvernement peut accéder au pouvoir, dont les rapports politiques du moment, la politique, le programme détermineront la nature. Mais il ne faut pas entretenir d'illusions : aucun gouvernement ne satisfera durablement les revendications des travailleurs et de la jeunesse, ne sera vraiment un gouvernement ouvrier s'il ne s'attaque au régime capitaliste déliquescent, à l'État bourgeois et ne s'appuie directement sur le prolétariat regroupé et organisé comme classe dans ses propres organismes.

Il est nécessaire d'exproprier, sans indemnité ni rachat, la bourgeoisie de la possession des moyens de production, des banques, des établissements de crédit, de la grande distribution, des moyens de transports, etc... qu'ils soient étatisés, que, sous le contrôle de la classe ouvrière soit élaboré et réalisé un plan de production visant à satisfaire les besoins des masses.

Il faut s'engager sur la voie qui mène au socialisme.

Cette orientation est évidemment inséparable d'une politique faisant fond sur la lutte de classe des prolétariats d'Europe et du monde et qui impulse leurs combats pour prendre le pouvoir. Un de ses objectifs doit être la réalisation et la construction des États Unis Socialistes d'Europe.

Appliquer dans l'action politique cette orientation c'est "préparer la suite", c'est agir de sorte que la vague suivante déferle le plus puissamment et le plus loin possible, sans cacher que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, en France, en Europe et dans le monde — compte tenu des conditions politiques actuelles (absence de direction révolutionnaire) dans lesquelles elle se déroule, de ses enjeux — se poursuivra pendant des années et des années avant qu'elle ne se conclut définitivement.

En dernière analyse, son issue dépendra de la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Rassembler, organiser pour qu'ils se construisent, telles sont les tâches de notre Comité. Mais il est impossible de les accomplir sans être partie prenante de la lutte de classe du prolétariat, des luttes de la jeunesse en formulant et en défendant la politique qui vient d'être esquissée et qui doit être précisée et concrétisée à chaque moment."

Le 25 mai 2002

Supplément à *CPS* du 29 avril 2002

Après la défaite politique du premier tour des présidentielles,
l'exigence pour les travailleurs, la jeunesse:

Front Unique des organisations ouvrières
(syndicats – CGT, FO, FSU, UNEF- et partis - PS, PCF)

*** Contre l'Union nationale : refuser le vote Chirac**

*** Pour le combat réel contre le FN : non au « front républicain »**

Une défaite politique

Pour le premier tour des élections, notre Cercle avait appelé à voter pour les candidatures permettant au prolétariat d'exprimer, même de manière déformée, un vote de classe (PS, PCF, et aussi LO, LCR et encore le PT). Au total, ces candidatures ne recueillent que 20,7% des suffrages des électeurs inscrits (30% des exprimés). L'abstention ouvrière a été massive

Au second tour restent en lice deux candidats de la bourgeoisie. D'une part Chirac, le représentant officiel, bien que largement discrédité dans son propre camp (son score particulièrement faible le montre), du grand Capital et du programme du Medef de démantèlement des conquêtes ouvrières. De l'autre, Le Pen, candidat ouvertement xénophobe et raciste, dont le FN exhale des relents fascisants, et qui n'est pas moins au service du grand Capital et de l'Etat bourgeois.

Avec l'élimination de Jospin, candidat du PS, dès le premier tour, le prolétariat est expulsé des élections, il ne peut plus du tout manifester par son vote sa volonté de voir combattus la bourgeoisie et ses représentants politiques.

Pour combattre réellement Le Pen et son Front National, les briser: Non au "Front Républicain" derrière Chirac

Sitôt connus les résultats du premier tour et depuis lors, c'est par centaines de milliers que les jeunes, pour l'essentiel, manifestent spontanément pour exprimer leur rejet de ce que représente le Front National et Le Pen, le rejet de la politique que ce dernier résume volontiers sans aller jusqu'à le clamer par le slogan pétainiste "travail, famille, patrie" (*Le Monde*, 26/04).

Mais que font les dirigeants du mouvement ouvrier, à commencer par ceux de la CGT, de FO et de la FSU?

Leur responsabilité serait à l'évidence de ne pas laisser la jeunesse isolée et d'impulser la mobilisation pour dresser face au FN la force du prolétariat, la fougue de la jeunesse, pour balayer, briser les rassemblements du Front National.

Ainsi, le 1er mai au matin, Le Pen organise une démonstration à Paris. Dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF, ainsi que le PS et le PCF, pourraient et devraient en appeler à la mobilisation des masses pour interdire par la force que ce rassemblement frontiste ne se tienne. C'est sur cette orientation que la défaite subie au premier tour de la présidentielle pourrait être pour le moins amoindrie.

Au lieu de cela, ils appellent, l'après-midi, à l'autre bout de Paris, à une manifestation dont la ligne est sans équivoque, celle que responsables du PS et PCF donnaient dès le 21 avril au soir: le vote Chirac. Dès le 22, la direction confédérale CGT affirmait même servilement que voter Chirac serait le moyen de défendre "le progrès social", "les droits" des travailleurs. Mensonge!

Chirac n'est en rien un rempart contre Le Pen et le FN, sans même parler du "progrès social". Comme pour le prouver lui-même, il a fait siéger au premier rang de son meeting de Lyon (24 avril) et Millon, et Soisson, et Blanc, élus présidents de Région en 1998 avec le soutien du FN. Et qui ignore qu'en Italie, en Autriche ou au Danemark, les homologues de Chirac gouvernent avec ceux de Le Pen?

Qui a oublié l'assassinat de Malik Oussekine par le gouvernement Chirac-Pasqua en 1986, la loi Chirac-Debré férocement anti-immigrés en 1997 ?

Le programme que Chirac une fois élu compte mettre en œuvre en matière de "Sécurité" (renforcement des forces de répression, création d'un ministère de la "sécurité intérieure", renforcement des pouvoirs et moyens de la Police) a peu à envier à celui de Le Pen – ce dernier se rengorgeait même à ce sujet durant la campagne de la "lepénisation des esprits". Au programme immédiat de Chirac figurent également une rapide attaque contre les retraites, contre les acquis collectifs de la classe ouvrière (dans la lignée de la "refondation sociale" du Medef), l'allègement non moins rapide de la fiscalité sur les entreprises et la bourgeoisie (impôt sur le revenu).

Au travers du ralliement à Chirac: amplification de la politique responsable de la défaite du premier tour

En appelant les "*catégories sociales dont nous sommes les portes-parole et les protecteurs*" (Hollande, *Libération*, 24 avril) à plébisciter Chirac, candidat principal du grand Capital, le PS, le PCF, la LCR (hypocritement), et plus significativement encore la direction confédérale CGT aggravent encore la portée de la défaite politique du premier tour, ouvrent en grand la porte à l'élection d'une majorité à la botte de Chirac lors des prochaines législatives. Cette prosternation devant Chirac est un nouveau développement de la politique qui a conduit aux résultats du premier tour.

Car pourquoi le PS, et plus encore le PCF ont-ils subi une véritable débâcle électorale, aggravée encore par la

désertion du champ politique par Lionel Jospin dès le soir du premier tour? Ils payent l'addition de la politique menée depuis cinq ans par le gouvernement de la "gauche plurielle", associant ces partis aux formations bourgeoises Verts, Radicaux et Chevènementistes. Cinq années où au sein de la "gauche plurielle" le PS et le PCF auront servi de garde rapprochée à Chirac contre les conséquences de la dissolution manquée d'abord, des "affaires" ensuite. Cinq ans d'une politique entièrement au service des capitalistes, de flexibilité (lois Aubry), de privatisations, de feu vert aux licenciements et de baisse du pouvoir d'achat, de fonds de pension (loi Fabius), de liquidation de l'Enseignement et de l'Hôpital publics, d'atteintes aux libertés démocratiques (lois Vaillant et Dray), de collaboration à l'Union Européenne des capitalismes, de défense de l'impérialisme français (guerre contre la Serbie, l'Afghanistan). Mais encore, le gouvernement s'est distingué contre les immigrés (loi Chevènement, expulsions, centre de rétention).

Plus loin : dès 1981, les travailleurs portaient massivement au pouvoir le PS et le PCF. Ils attendaient qu'ils résolvent leurs problèmes. S'en est suivie au contraire une politique de défense des intérêts des capitalistes français. D'autant que, de 1981 à 2002, les dirigeants des confédérations et fédérations se vautraient toujours plus dans la collaboration avec les gouvernements vertébrés par le PS et soutenus par le PCF. Ils se sont systématiquement opposés (flanqués en la matière des formations dites d'extrême gauche), à ce que les travailleurs utilisent l'existence de la majorité PS PCF. Elue à l'Assemblée nationale contre les partis bourgeois et leur politique, prolétaires et jeunes pouvaient imposer à cette majorité qu'elle satisfasse leurs revendications, constituant pour ce faire un gouvernement sans représentants de formations bourgeoises, rompant avec la cinquième République. Cette collaboration politique sans faille à la survie du régime capitaliste a démoralisé et déboussolé de larges fractions de la classe ouvrière, ce dont aujourd'hui témoigne l'importante abstention ouvrière, désarroi dont Le Pen a aussi profité.

Et encore, pour le premier tour de l'élection, sous couvert de "neutralité", dirigeants FO, CGT et FSU renvoyaient dos à dos l'ensemble des candidats, refusant d'appeler à voter pour les candidats des partis et organisations rattachées au mouvement ouvrier (de leur côté, les organisations "d'extrême-gauche" affirmaient par avance qu'elles refuseraient d'appeler à voter pour le candidat du PS contre Chirac). Et les voilà transformés en carpettes électorales pour ce Chirac qui constitue en lui-même un puissant argument pour la démagogie du "tous pourris" de Le Pen.

Se préparer à faire face à une offensive réactionnaire de grande ampleur

La défaite de ce premier tour, le plébiscite de Chirac organisé par le PS, le PCF, les directions syndicales ouvrières, sont la rampe de lancement d'une offensive tout azimut contre les travailleurs, la jeunesse, pour l'élection d'une majorité RPR-UDF-DL au parlement, d'autant que le PS a déjà prévu d'abandonner nombre de circonscriptions aux formations bourgeoises de la "gauche plurielle", et a annoncé qu'il se retirerait au profit des chiraquiens au nom du "front républicain".

Pour autant, la capacité de résistance du prolétariat, de la jeunesse, demeure. L'attestent aussi bien le vote pour LO et la LCR (et le PT), indépendamment de leur programme, que le refus de nombreux militants du PS de la consigne de vote pour Chirac, conspuant à l'occasion les dirigeants du PS.

Sur quelle orientation faut-il se préparer à combattre? En Italie, face au gouvernement dirigé par Berlusconi incluant les nostalgiques mussoliniens de l'Alliance Nationale et la réactionnaire et xénophobe Ligue du Nord, la classe ouvrière a pu exprimer massivement sa force, parce que dans l'unité, dirigeants de la CGIL et de l'UIL, centrales ouvrières, "Démocrates de Gauche" et PRC ont été amenés à rompre le "dialogue social" avec le gouvernement, à appeler ensemble à une manifestation centrale et nationale à Rome en mars (plus de deux millions de participants), puis à une grève générale qui a paralysé le pays. Malgré les limites imposées par les appareils bureaucratiques italiens, qui ne sont pas moins traîtres et dégénérés que leurs équivalents français, cela confirme qu'agir sur la ligne du front unique des organisations ouvrières est le moyen de lutte efficace contre les gouvernements à la solde du capital.

Cela se traduit en particulier en France aujourd'hui par

- le rejet de la consigne de vote pour Chirac, la seule position conforme aux intérêts ouvriers lors du second tour étant de s'abstenir, ou de voter blanc ou nul
- l'action du mouvement ouvrier pour balayer le Front National par les moyens de la lutte de classe

Cela se traduira aussi par le vote pour les seuls candidats des partis et organisations ouvriers lors des élections législatives, ce qui devrait aussi être la position des organisations syndicales ouvrières, enseignantes, étudiantes.

Cela se traduit plus fondamentalement par l'exigence adressée aux directions syndicales qu'ils rompent enfin avec les gouvernements chargés d'affaires de la classe capitaliste, sur l'objectif d'un gouvernement issu du front unique des organisations ouvrières..

Pour une politique anticapitaliste, pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire

En refusant de plébisciter Chirac tout en rejetant Le Pen, prolétaires et jeunes manifesteront leur volonté de rejeter leurs politiques et celle de voir leurs revendications satisfaites. Il s'agit de défendre les acquis comme les retraites, de combattre pour interdire les licenciements, la précarité, d'assurer le droit au travail, à un avenir à la jeunesse et aux masses exploitées, de réaliser les embauches nécessaires dans l'Education, la Santé, etc.

Pour mener cette politique, il faut rompre avec la loi capitaliste du profit, procéder aux expropriations nécessaires des grandes entreprises et des banques pour mettre sur pied un plan de production élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier; la dette publique doit être annulée, il faut rompre avec l'Union Européenne, dans la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe. Pour réaliser tout cela, un parti ouvrier révolutionnaire est absolument nécessaire, et c'est à sa construction que veut œuvrer notre Cercle.

Les militants interviennent et informent CPS

Intervention de Pierre SAMOUTH au congrès local de la section de FO-Trésor Paris, le 23 mai 2002

Camarades nous nous réunissons aujourd'hui dans des conditions particulières : il y a trois semaines, Jacques Chirac, l'homme des lois Debré, du « bruit et l'odeur », le candidat du MEDEF, a été réélu président grâce à un véritable plébiscite.

Ce plébiscite, a été obtenu en particulier grâce à l'Union Nationale qui s 'est réalisée au second tour autour de sa candidature, avec en particulier l'appel de la CGT, du PS et du PCF à voter pour lui. C'est la victoire du candidat du grand capital qui a eut lieu : pour le prouver, il suffit de voir ce qu'est le gouvernement Chirac-Raffarin, constitué au lendemain du second tour.C'est le gouvernement des chargés de pouvoir du MEDEF.

Dès le 6 mai, les dirigeants du MEDEF se sont empressés de féliciter Chirac, puis de lui souhaiter une victoire aux législatives, pour, je cite : qu'il soit « *en mesure de mener (...) les actions de modernisations indispensables* » ; c'est à dire remettre en cause les acquis de l'ensemble des travailleurs.

Il n'est pas non plus nécessaire de rappeler que notre ministre des Finances : le grand patron Francis Mer, n'est rien d'autre qu'un vice-président du MEDEF et l'homme des 70 000 suppressions d'emplois chez USINOR et SACILOR. Il est évident qu'il vient au ministère des Finances pour la même chose.

Enfin, c'est le gouvernement de l'Etat policier, pour Devedjian, à l'avenir: «la mode va être au bleu marine ».

Le gouvernement Chirac-Raffarin n'est rien d'autre que le gouvernement du grand Capital, toute la politique d'un gouvernement tel que celui-ci, ne peut-être dirigée que contre les acquis qu'affirment vouloir défendre notre fédération et notre syndicat : la défense du code des pensions, le retour au 37,5 annuités pour tous, la défense du statut général des fonctionnaires et de ses garanties.

Toute discussion avec ce gouvernement ne ferait que se situer dans la perspective qui est la sienne : la destruction des acquis des travailleurs. Face à ces menaces, nous ne pouvons que nous indigner de la rencontre amicale du 17 mai entre Blondel et Raffarin.

Aux Finances, il y a deux ans, les agents du ministère se sont battus contre le plan Sautter, qui nous a été resservi, après son retrait, sous une forme remaniée, par la « réforme-modernisation » de Fabius : ce qui est en jeu, c'est la suppression de milliers de postes sous le couvert de "réforme" de l'Etat. Or, la direction de la Fédération des Finances FO a rencontré, le 17 mai, le grand patron Francis Mer, qui a je cite: «*insisté sur la nécessité de poursuivre très activement la modernisation de l'administration du ministère.*» Pour combattre contre la réforme de l'Etat, pour la défense de nos acquis et de nos postes, il s'agit de refuser toute discussion avec le dirigeant du MEDEF, Francis Mer.

Dans ce sens, le congrès doit se prononcer pour le boycott de toutes discussions organisées aux Finances, avec le gouvernement.

Pour les agents des Finances, comme pour l'ensemble des fonctionnaires et des travailleurs, la catastrophe du premier tour des présidentielles aurait pu être évitée, si les confédérations ouvrières : FO et CGT, avaient appelé les travailleurs à voter pour les candidats des partis du mouvement ouvrier, aussi dégénérés soient-ils, ou pour les candidats des organisations ouvrières de leur choix.

Aujourd'hui, il se présente à nous à l'occasion des élections législatives une échéance immédiate contre Chirac et Raffarin et pour s'opposer à la politique qu'ils veulent mettre en œuvre :

La confédération Force Ouvrière doit appeler les travailleurs au vote pour les candidats des partis du mouvement ouvrier, ou des organisations ouvrières de leur choix, et au second tour, à appeler à voter pour le candidat de ces partis le mieux placé.

Palestine

Suite à l'offensive militaire lancée en mars-avril contre les villes soi-disant « autonomes » de Palestine (en particulier Jénine, Naplouse, Ramallah...), avec la complicité totale des grandes puissances impérialistes, l'Etat d'Israël a franchi une nouvelle étape dans sa campagne d'écrasement et de massacre du peuple palestinien – campagne qui se poursuit toujours à cette date. Il est bon de rappeler ce que nous écrivions dans le numéro 2 (nouvelle série) de *CPS*, en janvier 2001.

"L'Etat d'Israël, implanté artificiellement à partir de l'expulsion du peuple palestinien, existant uniquement grâce au soutien politique, économique et militaire, de l'impérialisme US, ne peut survivre qu'en menant une guerre impitoyable et sans fin contre le peuple palestinien. (...)En fait, la "sécurité de l'Etat d'Israël" ne peut être, à terme, garanti que par la liquidation du peuple palestinien comme peuple. Tous les partis politiques israéliens, partis coloniaux, le savent.(...)

Pour une large partie de la population israélienne, les accords du "processus de paix" sont insuffisants. L'enfermement des palestiniens, la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël et de son "droit à la sécurité", ces victoires politiques ne leur suffisent pas.(...)

Quand en 1993 furent signés les accords de Washington, ceux-ci ne couvraient qu'une période dite "intérimaire" dont le terme, plusieurs fois repoussé (en particulier sous le gouvernement Netanyahou), est maintenant atteint. (...) C'est pour préparer la suite du "processus de paix" que Barak et

Sharon organisent la provocation préméditée du 28 septembre, précipitant un affrontement de toute façon inévitable et lançant une nouvelle vague de répression."

Pour conclure:
« La satisfaction des revendications palestiniennes, le droit pour le peuple palestinien à disposer de lui-même, le droit de récupérer la totalité de sa terre, sont incompatibles avec l'existence de l'Etat d'Israël, même dans des frontières restreintes. Aux « négociations » avec les colonisateurs sionistes, au « processus de paix », il est nécessaire d'opposer le mot d'ordre d'Assemblée Constituante Palestinienne, dont la tenue implique la destruction de l'Etat d'Israël et le retour de tous les réfugiés, qui seule pourra donner naissance à une République unifiée de Palestine (intégrant la Jordanie). (...)

En France, la responsabilité du PS, du PCF, des dirigeants de la CGT, FO, FSU, ex-FEN c'est :
- de dénoncer l'accord de Washington, accord de trahison des masses palestiniennes
-d'exiger des députés du PS et du PCF, majoritaires à l'Assemblée, qu'ils décident la rupture de toutes les relations avec l'Etat d'Israël
Dans l'urgence, leur responsabilité immédiate c'est :
-d'appeler ensemble à une manifestation massive à l'ambassade d'Israël pour exiger : Assez du massacre du peuple palestinien, c'est le droit élémentaire du peuple palestinien d'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales. »

Cette orientation s'est traduite sous forme de motions adoptées, comme le savent nos lecteurs, par le congrès CGT du réseau ferré RATP (juin 2001), par les sections UNEF de Clermont-Ferrand (février 2002) et Lille (mars 2002).
Dans le prolongement de ces prises de position, l'appel ci-dessous a recueilli près de 450 signataires (Lille et quelques signataires de Lens et Villeneuve d'Ascq) entre le 8 et le 15 avril 2002:

« APPEL AUX DIRECTIONS SYNDICALES (CGT, FO, FSU, SE, UNEF)
En cette heure où le massacre du peuple palestinien se transforme en un véritable génocide, votre responsabilité est claire :

- *Exigez l'arrêt immédiat du massacre organisé par Sharon*
- *Affirmer le droit élémentaire du peuple palestinien à résister à l'occupation*
- *Exigez la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens détenus par l'Etat d'Israël*
- Appelez, sans autre préalable, à une manifestation nationale unitaire devant l'Ambassade d'Israël à Paris. »

Droit de Réponse adressé au journal *Le Monde*

Dans votre édition du 30/03, vous publiez un article de C.Nick, qui cite des extraits du bulletin "Combattre pour le Socialisme". Selon monsieur Nick, le numéro de notre bulletin consacré à Stéphane Just, l'un des principaux dirigeants de l'OCI/PCI, fondateur de *Combattre pour le Socialisme*, prouverait que "*ces trotskystes choisissaient* (sic!) *le S.T.O. plutôt que le maquis*". N'acceptant pas cette calomnie de ce que fut le combat des trotskystes durant la guerre, de la mémoire de Stéphane Just, et qu'on utilise le bulletin que je dirige pour ce faire, je tiens à préciser ce qui suit.

1) Utiliser la réquisition de Stéphane Just au S.T.O. en 1941 pour prouver quoi que ce soit sur les trotskystes est une imbécilité: en 1943, Stéphane Just n'était pas encore trotskyste. Il a adhéré à la IV° Internationale en 1947.
2) Pas plus Stéphane Just que sa génération de jeunes ouvriers, et parmi eux des militants trotskystes, n'ont "choisi" le S.T.O. Ils ont été déportés, contraints, et seul monsieur Nick – qui n'est certes pas historien - peut s'imaginer que le "*choix du maquis*" existait pour l'immense majorité des 650 000 ouvriers requis.
3) Le "choix" effectué par les trotskystes durant la seconde guerre mondiale fut de combattre avec les leurs, leur classe, dans les usines, avec les déportés du STO jusque ceux expédiés dans les camps (jusqu'à Buchenwald, où exista aussi une cellule trotskyste – "*plutôt que de choisir* (re-sic!) *la résistance*", monsieur Nick?), aussi dans les maquis (où ils furent parfois assassinés sur ordre de Staline), et encore avec les travailleurs allemands sous l'uniforme, créant des regroupements au sein de l'armée allemande d'occupation grâce à la publication *Arbeiter und Soldat*. Combattant l'hitlérisme, le gouvernement de Pétain, les trotskystes ont payé pour cela un lourd tribut (cf. le tome 2 des *Congrès de la 4ème Internationale* réalisé par Rodolphe Prager). Les amalgamer à des "collabos" est répugnant.
4) Internationalistes, les trotskystes ont refusé de s'aligner derrière la bourgeoisie française qui cherchait avant tout à défendre son empire colonial et ses profits. Ils n'ont pas hurlé avec *l'Humanité* "*A chacun son boche*", pas plus qu'ils n'avaient auparavant quémandé, comme le PCF, la légalisation de leur presse auprès de la Gestapo.

Ce fut l'honneur des trotskystes que d'agir en communistes internationalistes dans ces circonstances terribles. Il est d'autant plus inacceptable que M.Nick se serve dans les colonnes de votre journal de notre bulletin et du nom de Stéphane Just pour tenter de le salir.

Olivier Lestang, Directeur de publication de *Combattre pour le Socialisme*

Le Monde n'a pas publié ce texte...

Argentine: actualité brûlante du combat pour le gouvernement ouvrier

"*Que se vayan todos*!" ("Qu'ils s'en aillent tous!")

Dix-neuf décembre 2001. Les travailleurs argentins ont subi depuis l'été des mesures particulièrement brutales prises par le président De la Rua et son ministre des finances Domingo Cavallo. La baisse de 13% des salaires et pensions le 11 juillet de cette même année. Le gel des dépôts bancaires le 3 décembre ("corralito"). Un nouveau plan d'austérité est annoncé le huit décembre, qui, au nom du "déficit zéro", programme une terrible réduction de 18,6% des dépenses publiques. Après bientôt quatre années de récession économique, dans un pays au bord de la cessation de paiement, la nourriture vient à manquer, ainsi que de nombreux médicaments. A partir d'un appel à la grève générale d'une journée lancé conjointement par les deux CGT argentines et la CTA pour le 13 décembre, un mouvement conjoint de manifestations et de pillages de magasins démarre dans certaines villes de province, s'étend à des villes comme Rosario et Cordoba avant de toucher la capitale et ville décisive du pays, Buenos Aires.
Le président, Fernando De la Rua, annonce alors l'instauration de l'Etat de siège au soir du dix-neuf décembre. La réaction des masses argentines est de multiplier leurs manifestations, par centaines de milliers dans tout le pays et notamment des dizaines de milliers à Buenos Aires qui convergent vers le palais présidentiel. L'armée ouvre le feu. On dénombre des dizaines de morts, des centaines de blessés, des milliers d'arrestations arbitraires. Mais la mobilisation redouble face à la répression. Dans toutes les villes et encore à Buenos Aires, les manifestations redoublent. La casa rosada, palais présidentiel, est encerclée par les manifestants. Cavallo démissionne. Fernando De la Rua, dirigeant du parti Radical, appelle le Parti Justicialiste (péroniste) à la rescousse, lui proposant de constituer un gouvernement d'Union nationale. Il essuie un refus. Il ne lui reste plus qu'à s'enfuir en hélicoptère de son palais. Ce vingt décembre, les masses d'Argentine ont fait chuter par leur action un gouvernement bourgeois.

Cinq mois plus tard, en dépit de ce point d'appui fondamental que constituent la victoire politique des journées de décembre lors desquelles le prolétariat argentin a pu mesurer sa force, rien n'est réglé, et il s'enfonce jour après jour dans la misère. Pour le mesurer, il suffit de se reporter à cet extrait de *Libération* du 4 mai 2002.

Aujourd'hui, 15 millions d'Argentins, soit la moitié de la population, vivent à la limite ou en deçà du seuil de pauvreté. Si l'inflation annuelle atteint les 70 %, ils seront 20 millions en fin d'année. Depuis quatre mois, plus de 10 000 personnes par jour viennent gonfler la sinistre statistique. Pas seulement des nouveaux chômeurs, mais aussi des gens dont les salaires sont réduits, rognés par l'inflation. Aujourd'hui, la moitié des salariés gagnent moins de 400 pesos par mois (137 euros), alors que l'indice de pauvreté se situe désormais à 485 pesos mensuels (166 euros) pour une famille de 4 personnes. Parmi les plus pauvres, la désertion scolaire atteint jusqu'à 15 %. «Dans ma classe, *témoigne Mariana, institutrice dans la banlieue sud de Buenos Aires,* nous avons déjà relevé six cas de malnutrition, mais nous en suspectons bien plus. Certains gamins s'évanouissent de faim.» *Chaque matin, à la porte du marché central de Buenos Aires, des centaines de personnes fouillent les poubelles, rattrapent les déchets des fruits et légumes. Dans les boutiques, les rayons des produits importés sont vides, et dans les pharmacies, beaucoup de médicaments ne sont plus en vente.*

Commencer à répondre aux problèmes politiques exige d'apprécier correctement comment ce pays en est arrivé à une telle situation de ruine (d'autant que la crise économique est riche d'enseignements bien au-delà de l'Argentine), quels sont les moyens de la bourgeoisie argentine et de ses maîtres impérialistes pour tenter s'en sortir, et comment les masses en Argentine, pourraient surmonter les obstacles (absence de parti et de syndicats ouvriers, confusion politique) dressés devant eux pour répondre positivement à l'exigence figurant derrière la tribune installée Plaza de Mayo lors d'une des manifestations du premier mai à Buenos Aires "*Assez de la faim et de la misère – qu'ils s'en aillent tous – que les travailleurs gouvernent*"

Un pays ruiné par l'impérialisme

Il peut sembler incroyable que l'on meure de faim dans un pays comme l'Argentine. Durant des années, et en particulier la première moitié du 20° siècle, on pouvait facilement comparer superficiellement ce pays avec l'Australie ou encore la Nouvelle-Zélande. En fait, L'Argentine s'était insérée dans le marché mondial comme exportateur agricole. Lors de la crise économique dislocatrice des années 30, la bourgeoisie argentine s'employa à réaliser un début d'industrialisation – qui s'est traduite par le développement d'une classe ouvrière combative (menant une première grève générale en 1935) et très vite organisée dans sa confédération CGT. L'Argentine ne demeurait pas moins un pays dominé, fondamentalement dépendant de l'impérialisme, quoiqu'ayant une indépendance formelle depuis 1826.

A partir de la fin 1945, le général Peron s'empare du pouvoir, et instaure, sur la base de la subordination totale du mouvement ouvrier, un régime bonapartiste nationaliste, cherchant à s'émanciper partiellement de la

tutelle de l'impérialisme (nationalisations, refus des accords de Bretton-Woods, refus de soutenir l'impérialisme américain pendant la guerre de Corée). Mais, incapable de s'émanciper réellement de l'impérialisme, d'une part, et d'autre part ne pouvant durablement bâillonner la classe ouvrière, son régime s'affaiblit. Il est renversé par les militaires en 1955 avec la bénédiction de Washington, et s'exile en Espagne où Franco l'accueille. C'est la remontée des luttes ouvrières, s'inscrivant dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale ouverte en 68, qui va affaiblir la dictature militaire de manière décisive. En 1969 se déclenche le *Cordobazo*, grève générale à caractère insurrectionnel à Cordobà, deuxième ville du pays. En 1973, la bourgeoisie argentine négocie avec Péron son retour. Décédé en 1974, sa femme lui succède. Mais la situation est toujours incontrôlable. En 1975, c'est à Rosario que démarre une nouvelle grève générale.
Avec le soutien de l'impérialisme US, et appuyé sur l'écrasement des masses au Chili sous la dictature de Pinochet, une junte de bouchers galonnés s'installe en 1976 et va procéder à une répression effroyable (exécutions sommaires, "disparitions", etc).

Tout comme au Chili, cette junte de serviteurs zélés de l'impérialisme va réaliser totalement les volontés de l'impérialisme en matière de dérèglementation, d'ouverture de l'Argentine aux capitaux et marchandises. Cette étape de soumission accrue s'inscrit dans le cadre de la résurgence de la crise économique récurrente du mode de production capitaliste, qui accroît la pression sur les pays dominés, et se traduit aussi à partir de la fin de la convertibilité du dollar, par le développement vertigineux d'une masse de capitaux fictifs, flottants et spéculatifs. C'est dans ces années de dictature (lors desquelles Domingo Cavallo, ministre des finances en décembre 2001, dirige la banque centrale) que l'endettement de l'Argentine prend son essor (de 8 à 44 milliards de dollars). Quand, en 1982, l'impérialisme américain modifie le mode de financement de l'économie capitaliste et passe à une politique "monétariste" de hauts taux d'intérêts, l'Argentine, comme tous les pays d'Amérique latine, est frappée par la crise de la dette. A bout de souffle, la clique militaire s'engage dans l'aventure guerrière des Malouines, utilisant la revendication par ailleurs légitime de l'expulsion de l'impérialisme britannique de ces îles. Sa défaite annonce sa chute prochaine. En 1983, l'armée cède la place au Parti Radical, parti traditionnel de la bourgeoisie argentine. R.Alfonsin devient président.

Les bons élèves du F.M.I. mènent le pays à la faillite

L'argentine post-dictature a été qualifiée à plusieurs reprise de "bonne élève du FMI". De fait, sous la direction du parti radical, les masses vont voir leur niveau de vie et leurs conditions d'existence se dégrader profondément. Les gouvernements du parti Radical (UCR) vont utiliser la planche à billet pour faire face aux échéances financières, notamment de la dette des Shylock impérialistes. En 1989, après plusieurs plans et changement de monnaie, l'inflation frôle les ... 4 900%!

A partir des années 90, les péronistes revenus au pouvoir (Carlos Menem sera président jusqu'en 1999) rompent avec la politique de la planche à billets. Tout est fait pour attirer les capitaux flottants. Le peso est arrimé au dollar, la parité devant garantir la stabilité nécessaire aux "investisseurs", tandis que tout obstacle à la pénétration des capitaux étrangers est balayé. Parallèlement, une vague de privatisations totale est engagée. Tout y passe: la Sécurité Sociale, les transports, la distribution d'eau, les banques, etc. Aujourd'hui, l'essentiel des grandes entreprises du pays est sous contrôle des groupes américains, espagnols, britanniques mais aussi français (notamment dans la grande distribution). Va de pair avec ce mouvement la casse des quelques garanties collectives des travailleurs argentins, l'accroissement de la pauvreté, etc. *Le Monde diplomatique* d'octobre 1999, donne des éléments du "*désastreux bilan du ménèmisme*":

> *« (...) Durant les deux derniers gouvernements, le démantèlement du système de protection sociale s'aggrava. L'enseignement public, véritable orgueil national et modèle naguère envié par les Etats-Unis est quasiment en ruine. (...) Les mécanismes d'aide sociale sont en faillite : des milliers de retraités, qui touchent entre 600 et 900 francs mensuels, protestent chaque semaine (...) »*

C'est ce que les économistes bourgeois vont baptiser le "miracle argentin". La croissance du PIB va effectivement osciller entre 1990 et 1994 de 6 à 10% par an. Mais cette croissance résulte d'abord un véritable processus de pillage du pays par les carnassiers capitalistes des pays dominants. Dans le même temps, malgré les recettes des privatisations et les investissements étrangers, la dette publique croît encore.

De la récession à la banqueroute: une expression aiguë de toute la situation économique mondiale

A chaque crise économique et financière, comme celles qui ont frappé le Mexique en 1995, l'Asie du sud-est en 1997, la Russie et le Brésil en 1998, la Turquie et évidemment l'Argentine en 2000, on trouve toujours de doctes experts pour expliquer que c'est telle ou telle caractéristique du pays frappé qui explique la crise. Le mode de production capitaliste ne serait pas en cause, mais, ici "l'aveuglement des pouvoirs publics", là, en Argentine, "la corruption".

Pour ce qui est de l'Argentine, la corruption atteint sans doute des niveaux records, et est plus voyante et anarchique que dans la Vème République française. Mais la crise argentine au contraire est une expression et une conséquence de la marche de l'ensemble de la planète à la

ruine (si le prolétariat mondial ne pouvait l'empêcher). En 1995, c'est la crise financière au Mexique qui frappe l'ensemble des économies d'Amérique Latine, soumises aux possesseurs de capitaux dont les appétits s'exacerbent. L'Argentine connaît alors une première plongée dans la récession. Puis la crise de surproduction et de surspéculation partie d'Asie du sud-est qui va s'étendre à la Russie puis au Brésil en 1998 va la mettre à genoux (le Brésil absorbe à lui seul un tiers des exportations argentines). Le ralentissement de la croissance américaine et, à sa suite, de l'économie mondiale en 2001, ont porté le coup de grâce à ce pays dominé et dépendant. Depuis 1998 en réalité, l'économie argentine est sur les genoux et peine à retrouver son souffle. Ce qui tira la croissance du début des années 90 est devenu en retour un fardeau épouvantable.

Incapable d'augmenter significativement le taux d'exploitation de la classe ouvrière, la bourgeoisie nationale, privée qui plus est de débouchés à l'exportation, a vu la dollarisation de l'économie, si séduisante quand il s'agissait d'accueillir les investissements étrangers, se transformer en véritable noeud coulant passé sur la gorge du pays.
Quand le Brésil, suite à la crise de 1998, dut dévaluer sa monnaie de 40%, concurrence terrible pour les exportations argentines, et malgré une offensive brutale contre les salaires, retraites, le droit du travail, la bourgeoisie argentine ne put trouver d'issue. La hausse du dollar qui suivit aggrava encore les choses. Dans le fond de l'affaire, la parité monétaire avec les Etats Unis compte-tenu du gouffre qui sépare ces deux économies était à la longue intenable. D'autant que, à la différence du Brésil, les gouvernements argentins, sur les conseils du FMI, avaient contracté une dette pour l'essentiel en devises étrangères. Le recul de la production industrielle, des profits, et ses répercussions sur toute la société, rendait le paiement de la dette et le maintien de la parité intenable. Pour preuve, l'apparition de "monnaies de singe" (bons, etc.) dans les provinces pour payer les fonctionnaires, les pensions, les gouvernements provinciaux étant bien incapables de sortir des dollars de leurs caisses vides.

Avec un endettement atteignant 45% du PIB (ce qui soit dit en passant n'a rien d'exceptionnel), un déficit budgétaire maintenu autour de 3% (mais évidemment lié aux ... intérêts de la dette qui en dévore la part du lion) et une croissance économique en panne, les caisses de l'Etat bourgeois argentin se sont vidées inexorablement.
La faillite officielle qui a résulté de cette situation doit servir d'avertissement à tous les prolétariats: car les caractéristiques financières et économiques de l'Argentine se retrouvent non seulement dans tous les pays dominés par l'impérialisme, mais sont aussi celles, toutes choses égales par ailleurs, des grandes puissances capitalistes. Le mode de production capitaliste est un régime banqueroutier, dont la faillite frauduleuse a été proclamée le 15 août 1971 avec la fin de la convertibilité du dollar en or. La prochaine crise économique mondiale sérieuse aura parmi ses conséquences l'effondrement de bien d'autres Argentine, sinon même celle de pays capitalistes dominants. Et les conséquences pour les masses seront catastrophiques.

Tango au dessus du gouffre

En décembre 2000, le FMI injecte encore 39,7 milliards de dollars pour empêcher la cessation de paiement. Mais encore faut-il arriver à limiter partiellement les déséquilibres, et en particulier atteindre l'objectif d'un "déficit budgétaire zéro". En mars, le président de la Rua annonce un nouveau plan d'austérité. Il sera salué aussitôt, comme lors des années précédentes, par d'importantes grèves sans lendemain mais qui témoigne de la persistance de l'obstacle à tout réel "assainissement" pour les capitalistes: la résistance du prolétariat. De la Rua fait appel le 19 mars à Domingo Cavallo, auquel le parlement vote les "pouvoirs spéciaux" lui permettant d'agir sans rendre de compte. Il rajoute au plan d'austérité des mesures douanières contre le Brésil, des allègements de charges pour les patrons, et est chargé de renégocier la dette avec le FMI, ce à quoi il parviendra en partie. Le 27 avril ... nouveau plan d'austérité!
Le 11 juillet, pour atteindre le "déficit zéro", les salaires et pensions supérieurs à 500 pesos (ou dollars) sont baissés de 13%. Le 29 août, nouvelle grève et manifestations massives. Mais la mesure est maintenue.

Le 14 octobre se tiennent les élections législatives (lors desquelles la moitié seulement du parlement est renouvelé...). Elles sont marquées par une sévère défaite des Radicaux, et sont remportées par les péronistes. Quinze jours après, les rats commencent à quitter le navire: le "Frepaso" (front pour un pays solidaire, qualifié de "centre-gauche" et lié à la centrale "syndicale" CTA) quitte le gouvernement. Jusqu'au bout, le gouvernement De la Rua-Cavallo poursuit.: le 3 décembre, il instaure une limitation des mouvements de capitaux et surtout le "corralito" (petit enclos), limitant drastiquement les retraits en liquide dans les banques. En clair, l'épargne des argentins est gelée. Le 5 décembre, le FMI refuse de verser des crédits prévus. Le 8 décembre, nouveau plan d'austérité avec la baisse de 18,6% des dépenses publiques. Le 13, c'est la grève générale à l'appel des trois centrales (les deux CGT et la CTA), septième du genre depuis l'élection de De la Rua, qui amène au renversement du gouvernement les 19 et 20 décembre.

Est alors nommé comme président le péroniste Saa. Bien que brève, sa prestation va illustrer à quel point la bourgeoisie argentine est elle-même aux abois. Saa va en effet annoncer, mais c'était là inévitable, la suspension (pas l'annulation, donc) du paiement de la dette. En réalité, depuis décembre, les traites n'étaient plus honorées de facto. Mais Saa proposait également d'utiliser le budget du service de la dette pour créer un million "d'emplois", pour relancer l'économie; il annonça également la création d'une nouvelle monnaie, l'Argentino, se substituant aux "monnaies" régionales, certaines nationalisations. Le tout en maintenant le corralito, le peso convertible, et dans la

perspective d'élections présidentielles en mars. Que cet avatar de péronisme ressurgisse en ce début janvier montre combien la bourgeoisie argentine ne sait plus à quel saint se vouer. Mais il était hors de question pour l'impérialisme de tolérer de telles ruades de la part de ses vassaux. Bien que ce programme respecte scrupuleusement la propriété capitaliste, cette fuite en avant ne lui était pas acceptable. Aussi Saa se trouva-t-il lâché par les barons péronistes, et, lors d'une des manifestations quotidiennes vers la présidence, la protection policière du palais présidentiel fut-elle ôtée. Son palais pris d'assaut et envahi, sans soutien suffisant dans la classe dirigeante et au parlement, Saa jetait l'éponge. Le 1er janvier, un gouvernement d'Union nationale Péronistes-Radicaux-Frepaso dirigé par Edouard Duhalde était constitué, les élections présidentielles de mars étant quant à elles annulées. Le 6 une "loi d'urgence économique" abandonnait la parité peso-dollar, tout en maintenant le corralito, et aussi le moratoire sur le paiement de la dette publique. Tandis que les depôts bancaires et les salaires des travailleurs se voyaient "pésifiés", c'est à dire amputés par la dévaluation (de 50% en quelques jours, et il faut aujourd'hui trois pesos pour un dollar), Duhalde précisait que les dettes des entreprises seraient aussi soumises à la pesification, autrement dit allégées…

Résistance d'un prolétariat désarmé politiquement

Pour la bourgeoisie compradore d'Argentine, rien n'est réglé. D'une part, elle continue de se débattre comme un poisson hors de l'eau devant les exigences écrasantes de ses bailleurs de fonds impérialistes. Le 24 avril, le ministre des finances de Duhalde, Lenicov, démissionnait suite au refus du parlement d'adopter son plan de sortie du corralito, plan dont la *Tribune* du 25 avril estimait qu'il

"organise une spoliation que l'on veut la moins douloureuse possible pour les épargnants tout en permettant de sauver les banques".

Ce plan était l'œuvre d'un ministre dont la *Tribune* rappelle qu'il "faisait de la recherche d'un accord avec le FMI l'axe central de sa politique économique". Mais le même quotidien précisait qu'à Washington,

"FMI et Trésor américain seraient d'accord pour faire un double exemple du cas argentin: d'une nouvelle politique, moins laxiste, d'une part; du traitement qui attend les pays "peu responsables", d'autre part".

En particulier, l'Argentine est mise à l'index pour ne pas avoir honoré sa dette. *La Tribune* précise en effet:

"qu'est-ce qui empêcherait le Brésil [qui lui a reçu une nouvelle aide financière pour éviter la contagion – Ndlr] ou la Corée de faire de même? S'inquiète-t-on à Washington."

Mais, surtout depuis les 19 et 20 décembre 2001, la bourgeoisie argentine, en plus d'être frappée par le marteau du FMI, a sous elle l'enclume du prolétariat argentin dont la résistance, malgré les coups terribles qu'il a reçu, est à la racine des problèmes pour les capitalistes corrompus qui dirigent le pays.

Cette résistance n'a pas commencé en décembre. Il a été mentionné la multitude de grèves générales d'une journée appelées par les syndicats CGT et CTA. On pourrait aussi mentionner celle d'août 1996 qui avait paralysé le pays contre Menem. Il faut aussi indiquer que parmi les chômeurs s'est développé un mouvement, celui des "Piqueteros", travailleurs sans emploi qui manifestent en coupant des routes. Pour autant, il ne faut pas surestimer ce mouvement. Lors de son premier congrès, le 24 juillet 2001, congrès dominé par la CTA:

"les dirigeants responsables de l'Assemblée étaient clairs et catégoriques. Les barrages devaient réunir quatre conditions : êtres massifs, pacifiques, multisectoriels et se trouver près d'une voie de contournement pour ne pas porter préjudice aux travailleurs devant circuler. Ainsi, on éviterait l'accusation gouvernementale concernant la liberté de circuler."

Selon Inprecor, revue de l'organisation internationale de la LCR pabliste, qui commentait:

"Les piqueteros savent, sans trop de théorisation, que dans le rapport de forces actuel, il est très difficile d'agir dans les centres de production et d'accumulation du capital. Ils portent donc l'affrontement au niveau de la distribution et de la circulation des marchandises et des personnes, ce qui entrave la réalisation des profits."

Ce qu'il en est du "*rapport de forces actuel*" a dû amener les pablistes à réviser leur propre jugement. Ils n'en sont plus à ça près. Mais par contre il est un fait incontestable: dans l'ensemble, la classe ouvrière argentine n'a pas engagé de combats sur son terrain de classe. Les deux entreprises passées sous contrôle ouvrier (avant les évènements de décembre), Zanon (céramique) et Bruckman (textile) font figure d'exception.

C'est que la classe ouvrière, et plus largement, le prolétariat et les masses populaires argentines, sont face à une situation dans laquelle elles ne disposent d'aucune organisation de classe qu'elles puissent utiliser pour s'ouvrir aisément une perspective politique. Les élections du 14 octobre 2001 en ont témoigné. Alors que le vote est obligatoire en Argentine, l'abstention a dépassé les 26%, tandis que s'accumulaient au fond des urnes 21% de votes blancs ou nuls. Mais les résultats des suffrages exprimés ont été: 37,4% pour les péronistes, 23,1% pour l'alliance entre le parti Radical et le Frepaso, les autres listes étant loin derrière. Soit une victoire électorale pour les partis bourgeois.

Bien sûr, il faut noter tout de même le score de la "gauche unie" qui rassemble le PC argentin et le MST débris du parti moréniste, principal courant historique se réclamant frauduleusement du trotskysme en Argentine (3,5%), celui du Parti ouvrier à la dénomination prétentieuse et *de facto* mensongère, qui fut lié quelques années au combat pour la reconstruction de la quatrième internationale (2,0%, doublant ses voix en deux ans), du Parti Socialiste des Travailleurs (0,7%), et du parti de Luis Zamora, ancien dirigeant moréniste très connu (1,0%). Plus important, à Buenos Aires, le Parti Ouvrier, Zamora, ont dépassé dans

certaines zones les 10%, obtenant des députés. Mais fondamentalement, tout en exprimant son rejet des partis bourgeois et de leur politique, le prolétariat argentin n'en est pas moins demeuré à la lisière de ces élections, ne pouvant y poser la question du pouvoir. Pis encore, il n'existe pas d'organisations syndicales ouvrières en Argentine.

Un mouvement ouvrier à reconstruire

Quand Peron prend le pouvoir en 1945, il engage une offensive d'intégration du mouvement ouvrier argentin (la CGT) à l'Etat bourgeois. Le Parti Travailliste fondé juste auparavant, avec sa bénédiction, par des militants CGT, est intégré en 1946 au "parti unique de la révolution", qui devient en 1947 le "parti justicialiste". L'intégration de ce parti, qui n'a jamais été un authentique parti ouvrier, est une première étape vers la destruction de la CGT en tant qu'organisation syndicale de classe. Dès 1945 (quand Peron est secrétaire d'Etat au travail et affirme "*sans discipline syndicale, les masses sont impossibles à contrôler*"), des mesures de "reconnaissance" des syndicats sont prises, distinguant ceux qui sont habilités à négocier et les autres, qui vont être pris en main directement par des agents du gouvernement avant que d'être intégrés à la CGT. Puis le droit de grève est remis en cause. En 1949, la CGT soutien cette décision, et s'incorpore de manière organique au parti justicialiste, parti bonapartiste bourgeois. Enfin, en 1950, la syndicalisation devient obligatoire dans le secteur public, qui occupe une place centrale après la vague de nationalisations. C'est l'Etat et les patrons qui prélèvent et reversent les cotisations, les prébendes, aux appareils syndicaux. Le congrès de la CGT qui se tient la même année adopte de nouveaux statuts et entérine la destruction de la CGT en tant qu'organisation ouvrière, au profit d'un "syndicat" qui est en fait devenu un ministère du travail bis, foyer de corruption et de gangstérisme.

Dans les années 90, la décomposition de la bourgeoisie argentine, sa crise, se traduisent également par des crises au sein de la CGT. En 1991, une première scission donne naissance à la CTA, basée essentiellement dans la fonction publique. Liée notamment aux secteurs de l'Eglise catholique qui prônent la "théologie de la libération", la CTA sera reconnue officiellement en 1997 et à ce titre participe de la redistribution des prébendes, de la syndicalisation obligatoire. En 1994, une seconde scission se produit, donnant naissance à la CGT "rebelde" dirigée par H.Moyano, liée aux secteurs du péronisme qui ont porté brièvement Saa à la présidence de la République. Il est évident, compte-tenu des circonstances politiques dans lesquelles ces organisations ont vu le jour, qu'il ne s'agit pas là d'éléments de reconstruction du mouvement syndical ouvrier, ces organisations sont tout aussi bourgeoises que la traditionnelle CGT péroniste.

Les masses à la recherche d'une issue politique: les assemblées populaires

C'est dans ces conditions que, cherchant à combattre les gouvernements bourgeois en l'absence de toute organisation politique, se sont constituées dans le cours du mouvement du prolétariat argentin les "Assemblées populaires", assemblées de quartier. Au nombre de quelques dizaines fin décembre, essentiellement sur Buenos Aires, ces assemblées, regroupant sur une base géographique quelques centaines de participants, se sont étendues à tous le pays. Courant avril, on en comptait plus de 500, essentiellement dans les grandes villes. Ce sont elles qui appellent aux manifestations dites "cacerolazos", lors desquelles les habitants défilent en frappant sur leurs ustensiles de cuisine. Elles existent essentiellement dans les quartiers populaires, et sont socialement surtout composées de ces couches du prolétariat que sont les employés, les fonctionnaires. Mais la participation de la classe ouvrière en tant que telle demeure très faible.

Dès l'apparition et le développement de ces organes nés des nécessités du combat, ceux-ci sont devenus un enjeu décisif de la lutte des classes en Argentine. La CTA, grâce à son discours "gauche", et l'Eglise catholique, ont lutté et luttent pour transformer ces assemblées de quartiers en association "d'entraide" de voisinage, et luttent avec un efficacité hélas certaine pour interdire aux partis politiques d'apparaître en tant que tels lors des manifestations convoquées par les assemblées populaires.

Malgré tout, la centralisation de ces assemblées s'est développée. A Buenos Aires, tous les dimanches se réunit une assemblée "interquartiers" adoptant résolutions et plans d'action, en lien avec les piqueteros notamment, et souvent en présence de syndicats tels ceux des chemins de fer. Mais il a fallu attendre le 17 mars pour que se tienne la première assemblée populaire nationale. A ce moment, on constatait déjà que le nombre des participants aux assemblées de quartiers baissait. N'étaient représentées par ailleurs à cette réunion "que" 150 assemblées populaires, de Buenos Aires, bien sûr, mais aussi des autres villes importantes que sont Rosario et Cordoba.

Pourquoi assiste-t-on à ce reflux partiel et peut-être provisoire? C'est faute de toute réponse politique à la question du pouvoir. La responsabilité des principales des innombrables formations d'extrême-gauche d'Argentine est énorme à cet égard. Celles-ci, et notamment le MST, PO et le PST, sont orientées sur la ligne de la convocation d'une Assemblée Constituante. A l'évidence, une telle orientation s'oppose à la perspective du développement des organismes d'auto-organisation des masses argentines, développement qui n'aurait de sens et ne peut se produire que dans la perspective de la lutte pour le pouvoir. Le 17 février, pourtant, au sommet jusqu'ici du développement des assemblées populaires, l'Assemblée interquartiers de Buenos Aires se prononçait en faveur d'un gouvernement des Assemblées populaires. Cette perspective pouvait donner une nouvelle et décisive impulsion à la formation

de ces assemblées, vers leur transformation en véritables conseils, base éventuelle du pouvoir ouvrier en Argentine. Ce à quoi s'opposèrent les formations citées ci-dessus. De même, elles se désintéressent de la mise en œuvre des résolutions préconisant que ces Assemblées commencent à prendre en charge des tâches de ravitaillement, de distribution de nourriture et de médicaments, etc. c'est à dire à l'apparition d'éléments de contrôle ouvrier.

Aussi le 17 mars, la résolution adoptée lors de l'Assemblée populaire nationale sur la question du pouvoir est la suivante:

"Pour un gouvernement des assemblées populaires associées aux travailleurs et aux piqueteros, appliquant le programme adopté par l'Assemblée nationale interquartiers et convoquent une assemblée constituante libre, souveraine et démocratique"

Autrement dit, les pseudo-trotskystes argentins ont réussi à faire adopter par les Assemblées populaires qu'elles ne sauraient prendre le pouvoir ... que dans la perspective de s'en défaire aussitôt au profit d'une "*Assemblée constituante*". Ce mot d'ordre démocratique (qui plus est dans un pays où les libertés démocratiques, bien que bafouées, existent plus que formellement) est mis en travers du développement ultérieur du mouvement des masses. Au combat pour le pouvoir et le gouvernement ouvrier est substitué une perspective électoraliste, proposant aux travailleurs de s'en remettre aux urnes, et ne répondant en aucun cas à la question du pouvoir, question essentielle.

Le chemin vers le gouvernement ouvrier

L'Assemblée populaire nationale du 17 mars a cependant adopté un programme qui en de nombreux points est celui que seul un gouvernement ouvrier pourrait mettre en œuvre en Argentine.

Citons notamment:

"- Refus de la dette extérieure; nationalisation de la banque et du commerce extérieur;
-renationalisation sans indemnité des entreprises privatisées;
-étatisation des usines fermées, sous contrôle ouvrier;
-plus aucun licenciement;
-indexation des salaires et pensions sur les prix;
-annulation de la baisse de 13% des salaires et des pensions;
-annulation du corralito;
-réduction de la journée de travail à 6 heures par jour sans perte de salaire;
-arrêt des subventions gouvernementales au patronat et utilisation de l'argent pour la santé et l'éducation;
-rejet du budget 2002;
-le jugement des responsables de la répression depuis 1976"

Outre l'absence de réponse à la question décisive du pouvoir, qui peut se traduire par le combat pour un gouvernement émanant des Assemblées populaires, manque à ce programme un de ses corollaires: qu'elles mettent en oeuvre le contrôle ouvrier sur le ravitaillement et la production. Sans cette perspective, le programme adopté, aussi correct soit-il, reste en grande partie platonique. La classe ouvrière argentine ne peut pas ne pas le sentir, ce qui explique (outre le poids des deux CGT et de la CTA, la répression policière – notamment des grévistes dans l'enseignement) qu'elle soit aujourd'hui encore dans l'expectative, et que le développement d'organismes du type des assemblées populaires soit encore limité (car ce développement ne peut se réaliser que sur la ligne du combat pour le pouvoir).

Combattre aujourd'hui sur cette orientation est indispensable, et une telle agitation doit être reliée au combat pour la construction d'un authentique parti ouvrier combattant pour le pouvoir. La situation est plus que favorable à ce que des pas vers la création d'un tel parti soient réalisés, mais encore une fois toutes les forces politiques existantes en Argentine s'opposent à ce mot d'ordre, soient qu'elles se prennent pour le parti ouvrier (PO), soit qu'elles s'opposent à la création de ce parti. Tel est pourtant une des tâches les plus vitales de l'heure: permettre aux travailleurs argentins de poser leur candidature au pouvoir et de mettre un terme à la catastrophe économique qui s'abat sur eux en organisant la production et le ravitaillement selon leurs besoins, expropriant le capital pour ce faire et mettant sur pied un plan de production et de distribution élaboré et contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Tel serait le chemin vers le gouvernement ouvrier, combattant pour le socialisme, dans la perspective d'Etats-Unis Socialistes d'Amérique Latine.

Ajoutons enfin qu'outre la défense de cette perspective politique, la responsabilité du mouvement ouvrier en France est de dénoncer le pillage de l'Argentine notamment par les groupes capitalistes français, et, pour commencer, d'exiger l'annulation pure et simple de la dette publique Argentine.

Le 6 mai 2002

Italie: enseignements du combat contre le gouvernement Berlusconi

(Cet article fait suite à celui paru dans le n°5 nouvelle série de CPS).

Le 23 mars, le 16 avril, la volonté du prolétariat italien s'est exprimée : en finir avec Berlusconi et sa politique anti-ouvrière !

Le 23 mars 2002, défilait à Rome la plus importante manifestation centrale et nationale depuis 1945. Le *New York Times* l'estime à deux millions, les organisateurs à trois millions de participants. Cette manifestation dépasse largement en ampleur celle du 12 novembre 1994, qui sonna le glas de la première expérience gouvernementale pour Berlusconi.

Le 16 avril, une grève générale de 8 heures (sic), appelée par toutes les centrales syndicales italiennes, CGIL, UIL mais aussi CISL, paralysait l'Italie (dix millions de grévistes). Les prolétaires italiens manifestent ainsi leur rejet du gouvernement Berlusconi, de sa politique réactionnaire visant à détruire le code du travail, issu des mouvements de la classe lors des années 70, en particulier leur exigence du maintien de l'article 18, définissant les licenciements abusifs, et le droit à la réintégration dans les entreprises pour les salariés licenciés « sans raison ».

En réalité, l'abrogation de l'article 18 concentre toute la politique anti-ouvrière du gouvernement de combat formé par Berlusconi. La gouvernement l'a d'ailleurs très bien senti, qui ne veut pas capituler bien qu'affirmant lui-même que l'article 18 ne concerne que très peu de travailleurs. Mais retirer sa "réforme" du code du travail lui interdirait de poursuivre sa politique vaille que vaille.

Le gouvernement Berlusconi dénonce la grève comme "politique". Politique? Elle ne peut que l'être ! Un mouvement de classe d'une telle ampleur ne peut que poser des questions politiques, et d'abord celle de vaincre le gouvernement Berlusconi et le chasser, ce qui impose de répondre à la perspective gouvernementale. *That is the question* !

Nous écrivions dans CPS numéro 5 (nouvelle série), du 12 octobre 2001 :

« Pour autant la lutte de classe du prolétariat italien ne sera pas interrompue, l'enjeu étant de trouver l'issue politique, c'est à dire de poser les questions pratiques au plus haut niveau politique. La défense des retraites, des fonctionnaires, le combat contre les privatisations, la défense des travailleurs immigrés, de l'école publique, ne peut être victorieuse durablement qu'en posant la question du gouvernement, surtout à la rentrée où se posera immanquablement la question des contrats à durée déterminée. »

La lutte de classe du prolétariat italien ne s'est effectivement pas interrompue, elle se cristallise aujourd'hui sur la question de la réforme-destruction du code du travail, et en particulier sur l'article 18. Mais en réalité, le rejet de la politique du gouvernement Berlusconi s'est exprimée depuis le départ, et son acte de naissance: la répression sanglante des manifestants de Gênes. Si en ce moment elle s'affirme et se centralise, c'est que le prolétariat a réussi à imposer aux directions syndicales, et en particulier à celle de la CGIL et à l'UIL, principales centrales syndicales ouvrières qu'elles appellent (rejointes par les partis DS et PRC) à une manifestation centrale le 23 mars à Rome, et à une grève générale, fût-elle d'un jour, pardon 8 heures (!), le 16 avril.

Depuis le début de l'année le prolétariat italien tente de se mobiliser contre le gouvernement Berlusconi et sa politique

En réalité, saisissant les appels des organisations « antimondialisation », dès le mois de novembre 2001, 100 000 manifestants se rassemblaient contre « la guerre en Afghanistan », puis le 19 janvier à nouveau en « soutien aux travailleurs immigrés », qui se trouvent menacés par le projet de loi en discussion à l'assemblée nationale de lutte contre « l'immigration clandestine ».

En janvier toujours, la FIOM, fédération des métallurgistes de la CGIL organisait une manifestation centrale à Rome, rassemblant 200 000 manifestants. La volonté d'engager le combat contre le gouvernement ultra-réactionnaire de Berlusconi sourdait de toute part. Les « girondotti », rondes citoyennes, animées notamment par le cinéaste Moretti, sont aussi une manifestation de cette volonté, qui ne pouvait alors encore trouver d'issue dans le mouvement ouvrier italien qui se refusait à mener tout combat contre le gouvernement (les interventions de Moretti aux meetings de l'Olivier, prenant violemment à parti les dirigeants DS, sont acclamées par la salle).

Le congrès de la CGIL réuni en février ne pouvait que l'enregistrer. La CGIL, bientôt rejointe par les deux autres centrales syndicales, UIL et CISL (cette dernière n'appartenant pas au mouvement ouvrier), appelle à une manifestation centrale à Rome, sur l'article 18. Les "démocrates de gauche", "Refondation Communiste", s'alignent l'appel. Pourtant, depuis l'automne, le gouvernement avait organisé une vaste concertation avec la participation de la Cofindustria (organisation patronale principale) et les directions syndicales, sur la réforme-destruction du code du travail... La direction de la CGIL, ainsi que celles des autres centrales, s'était rendue à toutes

les réunions. Mais l'opposition de fond de la classe ouvrière l'a imposé aux directions syndicales.

Pour autant, un attentat bien venu, revendiqué par les « brigades rouges pour la constitution d'un parti communiste combattant », sur la personne d'un conseiller du gouvernement dans sa tâche de destruction du code du travail, menaçait l'appel à la grève. Rappelons, pour mémoire, que les attentats en Italie, sont la plupart du temps, le fait de la police, ou d'organisations largement infiltrées par celle-ci. Cet attentat n'a pas permis d'empêcher que la manifestation du 23 mars ait lieu. La vague de fond a empêché les dirigeants syndicaux de l'annuler. Ils ont dès lors tenté de la transformer en une manifestation « *contre le terrorisme et pour la démocratie...* »

Malgré la tentative de dénaturation de la manifestation, malgré l'appel à une table ronde pour renouer le dialogue social... le 23 mars

Malgré la campagne orchestrée par le gouvernement, relayée par Cofferati et les dirigeants syndicaux, la manifestation romaine est immense : Le Monde du 23 mars précise que « *la CGIL a modifié le contenu et la forme de la manifestation, ajoutant au mot d'ordre initial celui de la lutte contre le terrorisme* ». Le gouvernement quant à lui a mis en place un plan de sécurité immense, équivalent à celui mis en œuvre pour les JMJ et le jubilé de 2000 ! Pour autant dix mille autocars ont été loués, soixante et un trains spéciaux, quatre bateaux provenant des îles et six avions charters ont été affrétés.
Malgré la manœuvre, *L'Humanité* souligne, en dépit de son fervent soutien à la ligne des dirigeants syndicaux que :

> *« Dans tous les cortèges, les manifestants refusent de mettre en veilleuse leur opposition à la réforme du Code du travail, de baisser le ton, comme l'avait demandé dès l'annonce de l'assassinat de Marco Biagi, le gouvernement de droite, mais aussi de façon moins attendue, un des leaders des DS, Massimo D'Alema... »*

Connaisseur, ce quotidien, ne peut qu'enregistrer l'échec des dirigeants du mouvement ouvrier italien, dont ceux de la CGIL, qui avaient demandé que les banderoles fussent barrées de noir, de modérer le combat de la classe ouvrière italienne, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Le gouvernement, après la manifestation renchérit dans ses provocations, ainsi le ministre de la défense qui déclare:

> *« La manifestation de samedi de la CGIL un péril énorme pour les libres institutions de notre démocratie, le syndicat outrepassant son rôle jusqu'à menacer l'ordre constitutionnel, en empêchant l'exécutif légitimement élu de gouverner le pays ».*

Il ajoute un « *Tôt ou tard il va nous falloir rétablir la légalité constitutionnelle* » menaçant.
Quant à Bossi, il estime lui que « *l'âpreté de la contestation syndicale* » inspire le terrorisme....

Malgré tout, le gouvernement se sentant en position de force appelle les directions syndicales à une table ronde le mardi 26 mars. Les bonnes dispositions annoncées le 23 mars par les directions syndicales ne tiennent pas. Là encore la volonté de combat du prolétariat italien a réussi à imposer qu'elles ne s'y rendent pas.
Prenant prétexte des déclarations, certes provocatrices des membres du gouvernement après la manifestation, il demande un démenti à Berlusconi, qui est jugé insuffisant, malgré les efforts de celui-ci. La direction de la CGIL, puis des autres centrales, refusent de se rendre à la table ronde. Berlusconi, ne peut dès lors que la reporter *sine die*.

Toutefois, les dirigeants syndicaux protestant de leur bonne fois, ne font un *casus belli* que de l'article 18, et estiment être prêts à reprendre le dialogue social, à partir du moment où le gouvernement retirerait son projet sur l'article 18. Berlusconi, au contraire s'y accroche: le retirer serait une défaite pour son gouvernement. Mais, magnanimes les dirigeants syndicaux italiens, ceux de la CGIL d'abord, suivis ensuite par ceux de l'UIL et enfin la CISL, appellent à une grève générale de 8 heure, trois semaines et demie après... on voudrait briser le mouvement, qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

Le 16 avril, un nouveau raz de marée

Et pourtant trois semaines et demie après, le prolétariat italien a de nouveau signifié, « *Berlusconi t'es viré !* », comme on a pu l'entendre dans les manifestations locales.
En effet, cette grève générale, évitant les heures de pointe dans les transports publics, puisqu'elle ne dura que de 10 à 18 heures, se doublait de dix-huit manifestations, dans chaque capitale de régions italiennes. Ce fut un raz de marée, aucun train, aucun avion, aucune école, poste ouverte de 10 à 18 heures dans toute l'Italie. La consommation d'électricité fut équivalente à un dimanche, ce qui signifie que dans l'industrie aussi les taux de participations furent très importants, dans les centres ouvriers du nord, notamment à Turin, chez Fiat, ou Pirelli. Dans les principales villes d'Italie, des cortèges locaux rassemblèrent entre 100 et 200 000 manifestants, à Turin, Milan, Rome, Naples, Palerme, mais aussi entre 300 et 400 000 à Florence. Au total, il y aurait eu 13 millions de grévistes, et 2 millions de manifestants dans toute l'Italie. Un mouvement d'un ampleur inégalée, la puissance du prolétariat italien s'est encore une fois exprimée.

A noter: une nouvelle fois, les partis issus du mouvement ouvrier italien – aussi traître et dégénéré qu'en France – ont encore emboîté le pas aux appareils syndicaux dans l'appel à cette grève.
Mais au soir du 16 avril, les choses restent inchangées. Le gouvernement n'a rien retiré de sa volonté de poursuivre la réforme-destruction du code du travail. Fort de son expérience de 1994, Berlusconi semble tenir le choc cette fois-ci. Bossi, rappelle qu'après la grève il serait temps de renouer le dialogue social, donc de reprendre le chantier sur le code du travail.

Si le gouvernement le peut, c'est d'abord grâce à l'attitude conciliante des dirigeants syndicaux, notamment de la CGIL.

Dans une interview accordée à *l'Humanité*, le 16 avril, Walter Cerfeda, dirigeant national de la CGIL précise :

« En fait la CGIL, avec la CISL et l'UIL, ne demande qu'une chose à ce gouvernement : ôter de la table de négociation les mesures sur les licenciements injustifiés. Ce projet empêche tout rapport avec le gouvernement. Mais une fois cette disposition retirée, nous sommes prêts, le 17 avril au matin, à retourner à la table de négociation avec le gouvernement sur la réforme du marché du travail. Des réformes sont, nous en sommes bien conscients, nécessaires, notamment dans les secteurs où les protections, les garanties et les droits sont quasiment inexistants... »

Quelle servilité ! De toute façon, plaide ce bureaucrate, il est hors de question de remettre l'existence du gouvernement en cause. C'est tout juste s'il n'a pas la larme à l'œil en implorant Berlusconi de donner les moyens aux appareils traîtres de préserver son gouvernement. Et quel message adressé aux prolétaires d'Italie: l'avenir serait fait de "négociations" avec le gouvernement de Berlusconi, pour obtenir de lui des réformes assurant la protection des travailleurs italiens !
Et il ajoute, bien malheureux :

« En revanche, s'il voulait poursuivre ce bras de fer absurde (le gouvernement), nous serions contraints de durcir encore le mouvement, en cohérence avec la puissance des manifestations développées jusque-là. »

C'est à dire appeler à une nouvelle manifestation, le plus tard possible, afin de se laisser le temps de la raison, celui de la négociation avec le gouvernement Berlusconi.

« Berlusconi droit dans sa botte » (*Libération*, 15 avril).

De fait, Berlusconi, son gouvernement, refusent de céder face au mouvement du prolétariat italien, se targuant de la « légitimité des urnes », appuyé sur le soutien des dirigeants des syndicats et partis.

« Le gouvernement prendra ses responsabilités en ce qui concerne les réformes structurelles. Il ne se laissera pas embourber et poursuivra dans la voie du changement... Le 16 avril, le pays s'arrêtera mais pas notre détermination et notre volonté de réformes. » (au congrès de la Cofindustria, à Parme, devant 5000 entrepreneurs).

Les directions syndicales, se refusent à entamer un combat sérieux, limitant à des manifestations et des grèves d'un jour, tout en protestant en permanence de leur volonté de renouer le dialogue social. Les partis eux mènent une politique cherchant à boucher toute perspective au prolétariat italien. Après les déclarations de D'Alema sur le terrorisme avant le 23 mars, les DS ont choisi l'absence la plus assourdissante possible (bien que la presse italienne se fasse l'écho de remous au sein de cette formation – ce que traduisaient à leur manière les "rondes" menées par Moretti).

Le principal parti bourgeois de la coalition de l'Olivier, la Marguerite, tenait son congrès, à Parme aussi, le 14 et 15 avril, et *Le Monde* du 16 avril, précise :

« Massimo Cacciari, ancien maire de Venise, y a évoqué le nouveau ticket qui fait rêver plus d'un opposant italien : une équipe formé de Romano Prodi, ancien président du conseil et actuel président de la commission européenne, et de Sergio Cofferati, qui fait de plus en plus figure de joker pour prendre les rênes de la reconquête du pouvoir. Mais ce n'est pas pour demain, et les intéressés eux-mêmes s'en défendent. »

D'emblée, l'Olivier affirme: pas question de chasser Berlusconi. Mais quoi d'étonnant? La coalition de l'Olivier et sa "marguerite" sont des coalitions et formations totalement bourgeoises. La classe ouvrière italienne en a fait l'amère expérience (voir *CPS* n°5). L'existence et la persistance de cette coalition est en tant que telle la meilleur aide apportée à Berlusconi: elle fait barrage au combat pour un gouvernement rompant avec les exigences du Capital, satisfaisant les revendications, un gouvernement sans ministre bourgeois, que les masses italiennes pourraient imposer au parti des "démocrates de gauche" (ex-PCI), au PRC.

L'obstruction de la perspective du pouvoir est fondamentale: car pour en finir avec les agressions contre les travailleurs, pour obtenir le maintien de l'article 18, il faut s'orienter sur la ligne de vaincre et chasser le gouvernement de Berlusconi.

Certains à l'Olivier comptent sur une chute du gouvernement provoquée par la bourgeoisie elle-même, comme en 1994, lorsque le gouvernement Berlusconi avait été remplacé par le gouvernement de Dini, lui même parfaitement bourgeois, et gouvernant avec la majorité, ou une grande partie de la majorité de Berlusconi. Mais si au sein même du patronat on critique le gouvernement, c'est pour l'aiguillonner.
Au congrès de la Cofindustria, où Berlusconi a pris la parole, Antonio D'Amato, président de celle-ci, le faisait en ces termes :

« Le gouvernement est en retard sur les réformes. Peu de pas ont été accomplis et pas toujours dans la bonne direction... J'imagine que le ministre de l'économie, Giulio Tremonti nous expliquera comment il entend trouver les ressources nécessaires pour réduire la pression fiscale et effectuer les investissements productifs dont nous avons besoin... ».

D'autres patrons, comme Bennetton ou Romiti, lui demandent de lâcher sur l'article 18, et maintenir l'essentiel, le dialogue social avec les directions syndicales sur la réforme-destruction du code du travail. Mais le grand Capital italien est fondamentalement derrière Berlusconi – sans méconnaître les mérites de son point de vue des gouvernements appuyés sur les "DS" (et le PRC).

Après la grève générale du 16 avril

Après la démonstration de force de la journée du 16 avril, les direction syndicales ont choisi de n'engager aucune nouvelle perspective sur la question, pas même une journée d'action à courte échéance. Les manœuvres politiques se succèdent, afin de faire en sorte que le gouvernement Berlusconi-Fini-Bossi, puisse mener à bien sa réforme-destruction du code du travail, en obtenant l'assentiment des directions syndicales.

Le 29 avril, Berlusconi se déclare prêt au dialogue, à condition que cela mène à des réformes structurelles. Le même jour, le secrétaire de la CGIL, Cofferatti, répond : « *le gouvernement maintient sa position, il n'y aura aucune rencontre* ». Il explique tout de même, « *si nous sommes convoqués, nous nous présenterons à la convocation, mais il est indispensable que le gouvernement modifie sa position sur l'article 18. Sans modification pas de rencontre.* »

"Pas de rencontre" tout en "se présentant à la convocation", voilà qui demande un sens aigu de la contorsion! Traduisons: la direction de la CGIL dit à la fois "oui" à Berlusconi, et à la fois "nous ne cédons pas sur l'article 18" aux travailleurs italiens, dont l'exigence du refus de toute rencontre avec le gouvernement Berlusconi exprime la volonté que les directions syndicales rompent totalement avec lui.

A l'occasion du premier mai, le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, fait une intervention, et demande au gouvernement de promouvoir des politiques en matière de travail qui respectent les droits des "partenaires sociaux". Maroni, le ministre des relations sociales, reste sur la même ligne, en assurant que la priorité du gouvernement reste que le parlement discute et approuve la proposition de réforme du code du travail. Cependant la CISL, la centrale catholique, s'engouffre dans la brèche et demande au gouvernement d'écouter le président de la République :
« *un conflit permanent n'aide personne et ne convient ni au pays, ni aux entreprises* », une position qui doit réjouir les dirigeants de la Cofindustria. Le début de mai se passe donc en échanges, tentatives d'ouvertures, pour permettre au gouvernement et aux dirigeants syndicaux de s'asseoir à nouveau à la table des négociations sur la question de la réforme du code du travail, qui se trouve malgré tout paralysée politiquement, même si le gouvernement fanfaronne quant à sa volonté de la faire passer par le parlement, sans autre forme de procès, il ne peut le faire en réalité qu'à condition que les dirigeants syndicaux le lui permettent, c'est à dire reprennent le « dialogue social ».

Un pas a été franchi dans cette direction le 7 mai. Le ministre de l'économie et des finances, Tremonti, organise ce jour là, une réunion de concertation avec les directions syndicales, sur la réforme fiscale, que le dirigeant de la CGIL qualifie *"d'inique"*. Pour autant, la direction de la CGIL déclare :

> « *nous avons décidé de nous y rendre, car il est évident que le gouvernement recherche chaque prétexte pour diviser le front syndical, et accréditer l'idée que la CGIL refuse la discussion et la confrontation* ».

C'est cette fois-ci au nom de l'unité avec le syndicat chrétien que la direction de la CGIL tente d'annuler la position qu'elle a adopté sous la pression des masses, celle de la rupture des discussions avec le gouvernement sur la question de l'article 18 depuis le 23 mars. Ainsi orpheline de ces relations avec le gouvernement bourgeois italien, la direction de la CGIL peut renouer avec lui. Immédiatement la direction de la CISL, par la voix de Pezzota a déclaré que la convocation du gouvernement sur la question fiscale était positive. Et quelques jours plus tard, l'UIL, et son dirigeant Angeletti, le 15 mai, déclare, que « *si le gouvernement a une nouvelle formule, qu'il nous convoque et nous en discuterons* ». Mais jusqu'à ce jour, le gouvernement n'a rien présenté de nouveau.

A ce jour, non seulement le gouvernement de Berlusconi est en place, mais s'il est momentanément entravé sur la question du code du travail, il s'attaque à la réforme fiscale, ou encore, propose des de changer le nom du ministère de la fonction publique, en « *département pour l'efficacité de l'administration* », bref, poursuit l'application de son programme, puisqu'il le peut. Les dirigeants syndicaux, refusent toute perspective de combat contre lui et attendent une retouche éventuelle de la position du gouvernement sur l'article 18, afin de plonger intégralement.

La question clé : le front unique des organisations ouvrières

Il n'en demeure pas moins qu'on ne peut effacer les faits suivants: par deux fois, en manifestant de manière centrale et nationale à près de trois millions, en étant treize millions dans une grève totale, le prolétariat italien a pu mesurer sa force, exprimer sa puissance. Et c'est l'appel dans l'unité des centrales syndicales ouvrières CGIL et UIL, entraînant les partis traîtres du mouvement ouvrier, qui l'a permis. On ne peut non plus effacer que le rejet par les travailleurs du gouvernement Berlusconi et de sa politique a amené les directions syndicales a rompre – tout du moins partiellement – le "dialogue social" avec le gouvernement. Que ceci entrave à l'étape actuelle le déroulement de l'offensive permanente contre les masses qui est dans le fond le seul programme de Berlusconi et consorts.

Les évènements d'Italie confirment - et sont à ce titre un point d'appui pour l'ensemble des prolétariats d'Europe – que la voie du combat efficace, la voie du combat de masse, est le combat sur la ligne du front unique des organisations ouvrières.

Aujourd'hui, face aux tentatives des directions syndicales de renouer avec le gouvernement, de trouver une combinazione pour faire avaler au prolétariat la suppression de l'article 18, cette orientation pourrait se traduire ainsi:
"Dirigeants syndicaux de la CGIL, de l'UIL: au travers de la manifestation nationale à Rome de mars, de la grève générale du 16 avril, la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs ont montré leur volonté et leur capacité d'en découdre victorieusement avec le gouvernement de Berlusconi. Mais le gouvernement entend maintenir la suppression de l'article 18 et relancer les autres aspects de sa politique réactionnaire. Alors, les choses sont simples: obtenir satisfaction sur cette revendication élémentaire qu'est le maintien de l'article 18 exige d'infliger une défaite au gouvernement, de le mettre à genoux.
Votre responsabilité est totalement engagée, et beaucoup de temps a été perdu. Ne participez à aucune réunion de "dialogue", de "concertation" avec le gouvernement. Assez d'actions sans lendemain: appelez sans attendre à la grève générale sur l'objectif du maintien inconditionnel de l'article 18. Dirigeants des DS, du PRC, prononcez vous et agissez dans le même sens."

Sur une telle orientation, de la réalisation du front unique des organisations ouvrières contre le gouvernement naîtraient les conditions politiques du renversement du gouvernement Berlusconi, de la venue au pouvoir d'un gouvernement issu de ce front unique.

Mais en Italie, comme ailleurs, les vieilles directions des partis et syndicats issus du mouvement ouvrier, même quand elles doivent prendre des initiatives s'opposant aux gouvernement en place, n'en restent pas moins liées à la bourgeoisie par mille et un liens. Les DS restent embourbés jusqu'au cou dans la coalition de l'Olivier, tandis que le PRC, lors de son récent congrès, attend une évolution de cette même coalition bourgeoise vers "la gauche" pour s'allier demain avec elle comme elle le fit hier. Les dirigeants syndicaux, eux dont le rôle est à l'évidence décisif, cherchent à faire de la démonstration de force du prolétariat une parade sans lendemain et infructueuse.

C'est pourquoi est plus que jamais indispensable le combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Les circonstances politiques fournissent un point d'appui fondamental au combat pour le front unique, ligne d'affrontement avec les bureaucraties syndicales et les partis traîtres et dégénérés, prenant appui sur les potentialités de combat immenses mises au premier plan.

En résumé, les derniers développements donnent une résonance particulière à la conclusion de l'article que nous écrivions sur ce pays dans notre numéro 5:

« En Italie sont concentrés l'essentiel des problèmes auxquels les prolétariats de nombreux pays d'Europe ont à répondre. Mais peut-être est-ce plus net et plus brutal qu'ailleurs. »

Le 10 mai 2002

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"
(10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....
.....
ADRESSE:.....
.....
CODE
POSTAL:.....LOCALITE:.....
.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: Serge SELLERON – 6 rue du Dauphiné – 91300 MASSY

Directeur de la publication: Olivier LESTANG
Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale